CE DONT VOUS PARLEZ

Tout est cher...

Pourquoi ?

(1910-1917)

par

Georges Pelletier



Prix : 25 sous

ÉDITIONS DU *DEVOIR*
43, rue Saint-Vincent
MONTRÉAL

1917

CE DONT VOUS PARLEZ

Tout est cher...

Pourquoi ?

(1910-1917)

par

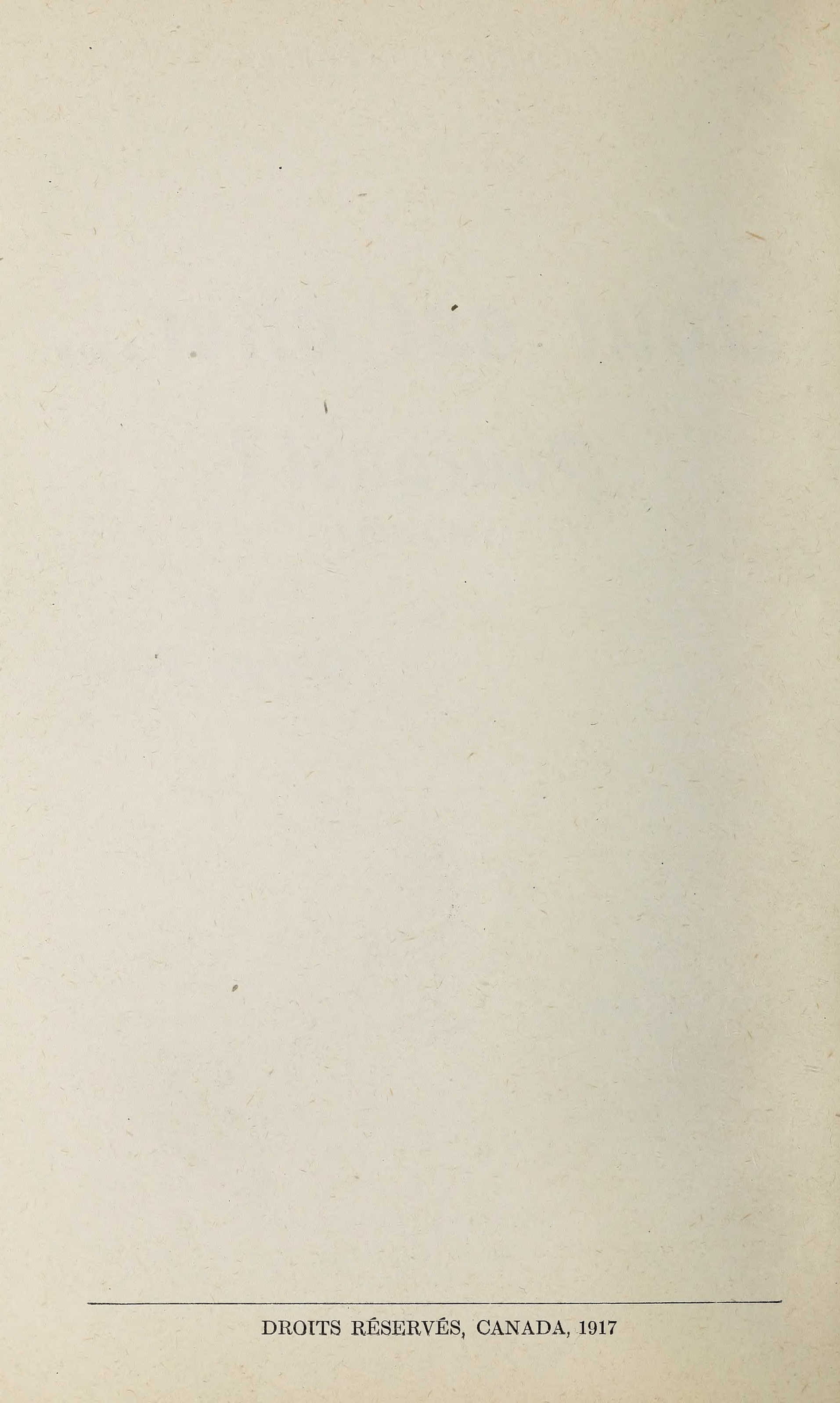
Georges Pelletier



Prix : 25 sous

ÉDITIONS DU *DEVOIR*
43, rue Saint-Vincent
MONTRÉAL

1917



Préface

M. Georges Pelletier a bien voulu écrire, pour la Revue trimestrielle canadienne, *ces pages où il a remarquablement exposé un problème compliqué et de la plus pressante actualité. Elles s'offrent aux méditations de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de notre pays.*

On y reconnaîtra les précieuses et fortes qualités qui ont fait de M. Pelletier un de nos auteurs les plus justement appréciés. Critique averti et d'une rare perspicacité, qu'il raconte une séance de la Chambre ou qu'il éclaircisse un point de notre politique fédérale, il sait toujours mettre au service de ses idées un talent resté très personnel et qu'il a, par surcroît, enrichi par l'étude. Esprit méthodique, il recherche volontiers la précision du détail caractéristique; et il nourrit ses énoncés d'une documentation que l'on sent solide et, pourtant, sans lourdeur. Il est un bon, un excellent travailleur, comme nous n'en aurons jamais assez.

Il ne s'étonnera pas, d'ailleurs, que nous lui fassions compliment d'avoir tourné ses attentions vers les études économiques, qui ont la réputation d'être d'une aridité exaspérante. N'est-ce pas Remy de Gourmont qui parle, quelque part, "du front chauve des traités d'économie politique"? Si l'économie politique ne présente pas le même attrait qu'un roman d'aventures ou qu'une œuvre d'histoire littéraire, elle a, du moins, ce mérite éminent d'orienter les énergies vers la lutte, d'être une science d'action, une science qui prêche, une véritable discipline nationale. C'est ainsi que la comprend M. Georges Pelletier. On en jugera par la leçon évidente qui jaillit des faits intentionnellement accumulés dans ces soixante pages.

Il y a longtemps que la question du coût de la vie se pose à l'anxiété des foules. En France, dès 1910, les

ménagères avaient manifesté, comme viennent de le faire les femmes de New-York, qui réclament au sein "de la ville la plus riche de l'Union", le droit au pain quotidien pour elles et pour leurs petits.

M. Pelletier s'en tient au Canada. Il constate, depuis 1914, une augmentation formidable des prix, une progression presque ininterrompue, qui semble avoir quelque chose de fatal, et qu'une série de graphiques démontrent d'une façon saisissante. Cela atteint d'abord et surtout le budget ouvrier, sur lequel les dépenses nécessaires de logement, de vêtement et d'alimentation pèsent de tout leur poids dans une proportion qui s'élève jusqu'à 90 p. 100 !

Ce phénomène économique a des causes, et qui sont multiples. M. Pelletier s'arrête sur chacune avec soin et conscience. C'est là un des premiers mérites de ce travail. Il n'est pas de l'avis de ceux qui, reprenant la théorie moyenâgeuse de l'italien Davanzati qu'ils renouvellent assez heureusement, affirment, comme l'économiste américain Irving Fisher ou M. Stephen Leacock, que la cause principale, sinon même unique en temps normal, de la hausse des prix, réside dans une plus grande abondance de l'or que multiplient encore les formes nouvelles de crédit. La variation des prix, comme la variation du taux des salaires, est un résultat, une conséquence. Elle est conditionnée par un ensemble de forces agissant dans des directions diverses, souvent opposées, qu'il n'est pourtant pas impossible de retracer avec quelque sûreté sous la complexité et l'interdépendance des faits innombrables qui constituent la vie économique.

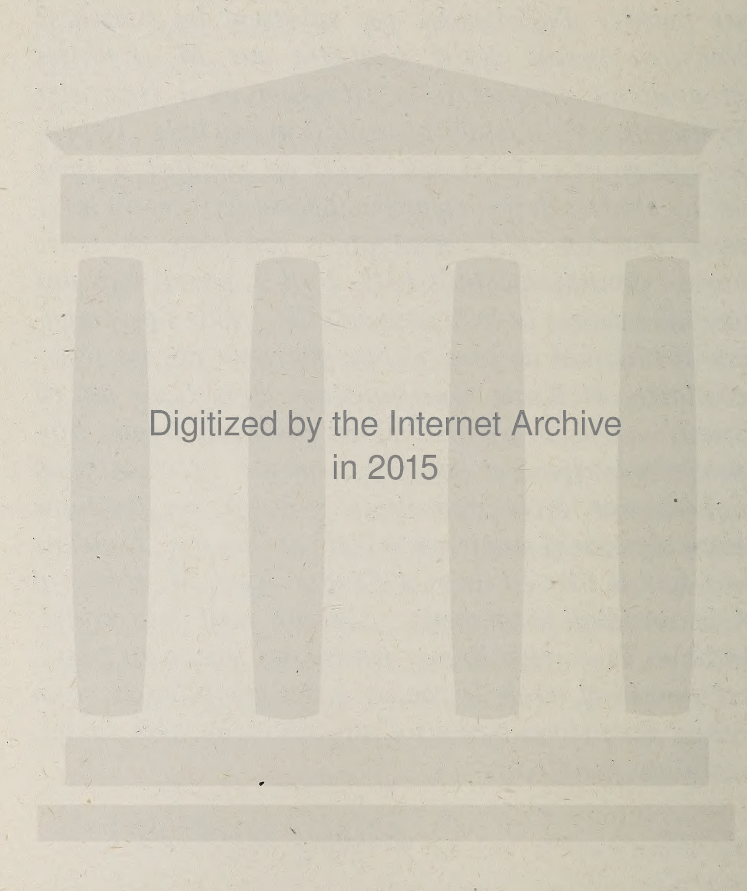
Parmi ces causes, il en est d'anciennes, que déjà M. Pelletier avait dégagées dans l'enquête qu'il menait en 1913. Elles tiennent à notre économie interne. On les pourrait enrayer par des moyens appropriés d'où ne serait pas bannie une certaine énergie de la part des autorités, trop enclines à reporter les responsabilités sur des commissions qui maintiennent les espérances aussi longtemps que la crise dure et qui font rapport lorsqu'elle est passée. D'autres nous viennent de la guerre. Vingt millions d'hommes

combattent qui ne produisent plus et qui comptent sur l'arrière pour assurer leur ravitaillement. Ces hommes, qui ont assumé l'héroïque défense de leur pays, il faut les vêtir, les loger au besoin, les nourrir, les soigner, leur livrer des munitions. Pour peu que la spéculation s'en mêle, qui ne chôme jamais, n'est-ce pas déjà plus qu'il n'en faut pour expliquer l'espèce d'affolement que subissent les marchés?

D'aucuns eussent désiré peut-être que M. Pelletier indiquât quelques remèdes à la situation qu'il enregistre minutieusement. Ce n'était ni son objet ni son but. Cependant, les affirmations qu'il fait, qu'il est conduit à faire en posant les chiffres de son enquête, suffisent à tracer un large programme d'action. "L'accentuation constante de notre commerce d'exportation depuis 1914, écrit-il, paraît être une des principales causes de la hausse actuelle. Elle s'accompagne d'une diminution de plus en plus marquée de nos réserves alimentaires, et d'une consommation domestique qui va grandissant." Qu'est-ce à dire? sinon que nous devons produire, produire toujours et davantage encore! L'orientation méthodique de nos forces productrices grâce à une politique économique sérieuse et suivie, voilà la clé de l'avenir. L'auteur d'un livre dont le titre est un mot d'ordre: Agir, *M. Edouard Herriot, le constatait récemment. L'avenir peut être conjuré, à la condition de ne rien laisser perdre des leçons du passé, du passé immédiat, et de le confier à des compétences enfin débarrassées des préoccupations d'un jour et tournées, toutes, vers le salut du peuple.*

Edouard MONTPETIT

9 mars 1917.



Avant-propos

Ces pages ont déjà paru, partie en novembre 1916 et partie en février 1917, dans la *Revue Trimestrielle canadienne*, sous le titre: *La vie chère au Canada avant et pendant la guerre, 1910-1917*. L'auteur les a revues et corrigées, il y a ajouté un appendice et des notes supplémentaires, et les a mises à date

Il a voulu surtout grouper sous une forme intelligible des chiffres et des statistiques d'un caractère officiel, citer des techniciens et des économistes étrangers à la politique. Il désire fournir à ceux qui débattent la question, — de plus en plus angoissante, pour plusieurs, — du renchérissement de la vie, des données exactes, honnêtes, puisées aux meilleures sources, vulgariser des renseignements disséminés dans les publications du ministère fédéral du Travail, dans des revues économiques, dans des articles de techniciens. Il a banni de ce travail tout parti pris, laissant aussi à d'autres le soin de rechercher et d'indiquer par le détail les mesures nécessaires à l'amélioration du sort du consommateur. Il a cru que cela relève plus de l'action d'ensemble des agriculteurs, des coopérateurs, des économistes, des corps publics et des gouvernants prévoyants que du journaliste, encore que celui-ci n'y doive pas rester étranger.

Cette étude, telle quelle et malgré ses imperfections, sera-t-elle de quelque utilité à ceux qui constatent et discutent la hausse générale présente, aux chefs de familles, aux journalistes, aux hommes d'affaires, aux députés provinciaux et fédéraux ?

L'auteur le souhaite.

Montréal, 5 mars 1917.

Tout est cher... Pourquoi ?

(1910-1917)

Le coût de la vie, au Canada, était déjà un problème d'avant-guerre. Depuis août 1914, il s'est posé, chez nous, avec plus d'intensité que jamais. On a cru, pendant 1915, qu'il atteindrait son maximum. La guerre s'est continuée, la hausse du coût de la vie aussi, pendant 1916; et elle ira sans doute s'accentuant, jusqu'à la signature de la paix.

LE COÛT DE LA VIE AU CANADA AVANT LA GUERRE.

Le Ministère du Travail, à Ottawa, a établi en 1910, comme l'ont fait d'autres pays, un nombre indice des prix de gros de certaines marchandises au Canada, pendant les vingt années précédentes. Ce chiffre indice permet d'établir les variations des prix de gros de ces mêmes articles, pendant les années suivantes. Selon l'*Annuaire du Canada*, 1911, "Depuis la première année du siècle actuel, il y a eu, dans le prix des marchandises usuelles, une hausse marquée, qui n'existe pas seulement dans notre pays, mais qui se fait sentir avec plus ou moins d'intensité dans tout le monde civilisé. En 1910, le ministère du Travail a publié un rapport spécial de M. P.-H. Coats sur les prix de gros au Canada pendant vingt ans, —période 1890-1909—et cette publication a eu pour suite des rapports semblables sur les prix de 1910-1911.[1] Ces rapports établissent le barème des prix au moyen de nombres indices fondés sur la moyenne des prix de 230 à 261 articles[2] usuels choisis pendant la période 1890-1899. En 1890, le nombre indice de 235 de ces articles était de 110.3. De cette date à 1897, où le nombre indice était de 92.2, il y eut baisse continue. Puis vint un relèvement soudain qui dura, — sauf une légère baisse en 1901 — jusqu'en 1907, où il atteignit 125.2. Il y eut chute à 120.8 en 1908, puis une nouvelle hausse jusqu'en 1911, où la plus haute moyenne enregistrée fut de

---

[1] Ces rapports annuels couvrent maintenant les années 1910, 1911, 1912, 1913, 1914 et 1915. Celui de 1915 paraissait à la fin d'août 1916.

[2] Ce nombre indice est maintenant fondé sur le prix de gros de 272 articles. (*Wholesale Prices in Canada, 1915*).

127.3. Ainsi les prix de gros au Canada, en 1911, furent de 27.3 pour cent plus élevés que ceux de la dernière décade du XIXe siècle."[1]

Le graphique suivant, emprunté à la publication officielle *Wholesale Prices in Canada*, 1913, résume le mouvement des prix de 272 articles usuels, pendant la période 1890-1913 inclusivement, (les 23 années précédant la guerre) en tenant compte du nombre indice 100 pour la décade 1890-1899. (Une addition le prolonge jusqu'au mois d'août 1916. Le nombre indice pour 1916 est provisoirement établi à 182.6.)

(*Voir graphique en regard de cette page*)

De 92.2 en 1897, le nombre indice était, pour l'année 1913, —dernière année complète de paix que nous ayons eue—de 135.5, hausse approximative de 43 points.[2]

Quelques causes de la hausse de l'avant-guerre

Cette hausse continue du coût de la vie, depuis le commencement du XXe siècle, a des causes générales et des causes particulières. Elle a été à peu près universelle. Un mémoire du ministère du Travail des États-Unis, publié en 1915, permet de le constater.[3] Ceux qui s'intéressent plus spécialement à cette question pourront le consulter. Nous ne pouvons reproduire ici les tableaux qu'il renferme. Ces tableaux démontrent, toutefois, l'augmentation à peu près constante et générale du coût de la vie en Australie, en Autriche, en Belgique, au Danemark, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, aux Indes, en Italie, au Japon, en Hollande, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, en Russie, en Espagne et dans d'autres pays.

Au Canada, —puisque notre étude ne doit porter que sur ce terrain — les causes de cette hausse sont multiples. La série des volumes publiés par le ministère fédéral du Travail sur ce sujet, l'établit sans conteste. Celui qui veut connaître à fond la valeur des différents facteurs de cette hausse ne saurait donc mieux faire que d'étudier les deux forts volumes du rapport de la commission fédérale sur le coût de la vie, année 1915.[3] Nous avons dans une

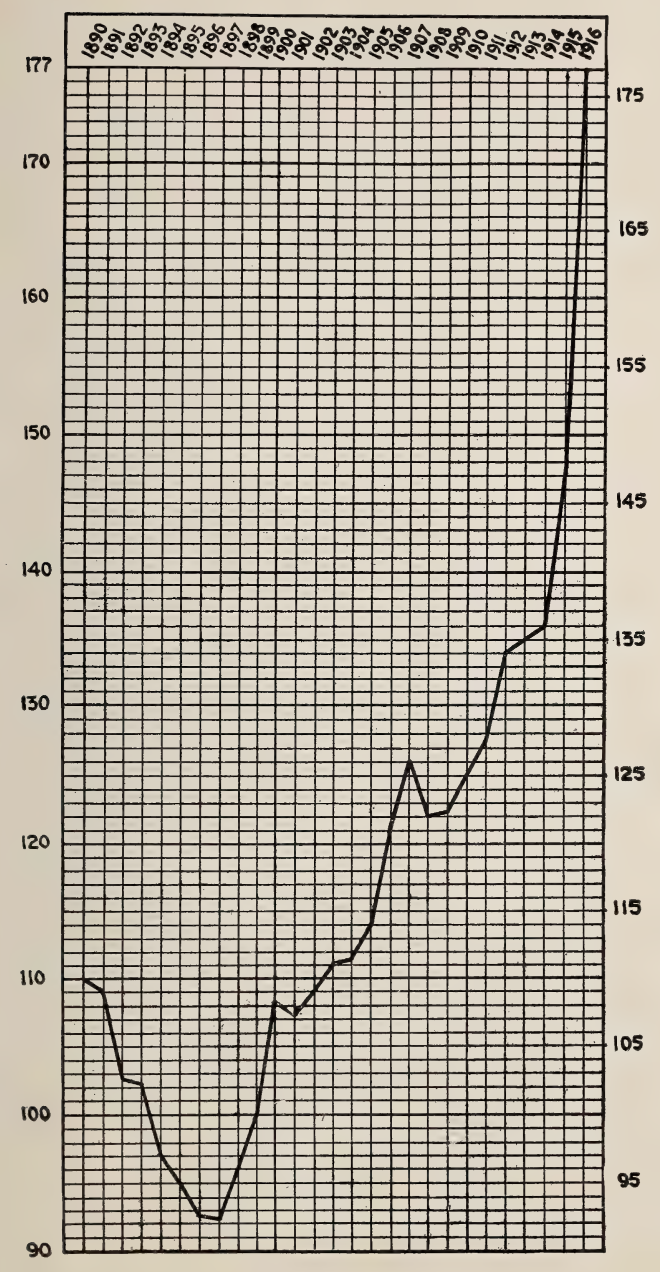
---

[1] *The Canada Year Book*, 1911, page xxxiii et s.s. Le nombre indice de ces prix de gros, pour décembre 1916, le dernier en date, est de 204.8.

[2] *Wholesale Prices in Canada, 1913.* Il a été de 136.1 en 1914 et de 148 en 1915.

[3] *Index Numbers of Wholesale Prices in the United States and Foreign Countries, U. S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, Whole Number 173.* Washington.

[4] Board of Inquiry into Cost of Living, *Report of the Board*, Ottawa.



Fluctuations des prix de gros au Canada, 1890-1916.

série d'articles publiés en 1913[1] et par conséquent antérieurs à l'établissement de cette commission, exposé quelques unes de ces causes et signalé leur action indubitable sur le prix des substances alimentaires en particulier.

Parmi les nombreuses causes de la vie chère, au Canada, avant la guerre, on peut énumérer les suivantes:

(a) *L'influence des trusts.*—Depuis 1887, les trusts et les *cartels* se sont introduits au Canada. Ces trusts et cartels ont groupé des boulangeries, accaparé la distribution de la glace, du lait, dans certaines villes, ils paraissent avoir exercé leur influence au détriment du consommateur assez souvent. La surcapitalisation et le *mouillage* (*watering*) de leur capital-actions, les obligeant à faire des profits considérables sur leur mise de fonds réelle, pour payer des dividendes aux actionnaires porteurs de titres *mouillés* (*watered*) ils ont dû majorer le prix de leurs marchandises. La petite concurrence a été écrasée, au moyen de manœuvres plus ou moins légitimes, et même contraires à la loi. Le domaine de l'industrie fourmille de trusts, qui ont élevé le coût de l'ameublement, des vêtements, de la chaussure; de *cartels* qui ont haussé le prix du lait, du pain, de la glace, du charbon. "Le nombre de ces associations et de ces groupements de capitalistes s'est multiplié considérablement, depuis peu de temps, et il est important de se le rappeler, quand on veut se rendre compte des causes qui déterminent les prix actuels du marché..." On "peut aussi "classer dans une catégorie voisine des trusts les différentes "ententes entre intermédiaires (*various agreements amongst mid-"dlemen*), qui établissent des usages commerciaux, ayant une "influence importante sur les cours du marché. Ce qu'il est "très difficile de déterminer, c'est le chiffre des profits qu'encaissent "successivement le producteur, l'agent de transport, le marchand à "commission, le marchand de gros et le détailleur" écrit M. Coats, dans son rapport déjà cité.[2] Une revue financière canadienne[3] estimait, il y a peu d'années, que 38 *mergers* et trusts canadiens réunissant certains groupes de compagnies dont le capital originaire était de $123,166,588, avaient en se fusionnant, porté, fictivement, ce capital à $213,771,696 de plus que sa valeur réelle.

(b) *L'augmentation des taux des transports.*—Nous avons construit des chemins de fer avec une rapidité sans précédent. Nous leur avons donné des subventions de toutes sortes. Nous

---

1 *Le Devoir*, 15 articles, du 9 au 31 décembre 1913.

2 *Wholesale Prices in Canada*, H. R. Coats, page 480.

3 *Monetary Times*, Toronto, 6 janvier 1912.

avons trois voies transcontinentales, dont une seule fait ses frais, le *Pacifique Canadien.* Les deux autres nous ont coûté des millions et, cependant, elles ne peuvent faire face à leurs frais d'établissement et d'entretien. Le *Nord-Canadien* est surcapitalisé. Le *Grand-Tronc-Pacifique* de même. Pour arriver à payer l'intérêt sur leurs obligations, il leur faut faire des recettes considérables, d'autant plus qu'ils emploient un personnel nombreux et largement rémunéré et que l'entretien de leur réseau absorbe une part notable de leur revenu. Aussi, leur a-t-il fallu augmenter leurs taux de transport; et c'est, en définitive, sur le consommateur que retombe le fardeau de cette augmentation.

(c) *Les travaux publics et les dettes municipales, provinciales et fédérales.*—Notre pays s'est développé rapidement, jusqu'en 1913. Il n'avait pas assez d'argent liquide; il a dû en emprunter partout. Industriels, municipalités, provinces, État, tous ont négocié des emprunts sans nombre, qui ne se sont arrêtés qu'à la déclaration de la guerre. Le directeur du *Statist,* de Londres, sir George Paish, disait en 1913 à Winnipeg: "Le Canada, eu égard à sa population, "à son développement actuel, a emprunté au point d'approcher la "limite de la sécurité.... Il a, à l'heure actuelle, une dette totale "d'emprunts publics qui se monte à deux milliards et demi. Les "emprunts canadiens qui ne relèvent pas de l'État et sur lesquels "nous n'avons pas de statistiques, atteignent probablement un "demi-milliard. Le Canada est donc débiteur, à l'heure présente, "(fin 1913) sur les différents marchés du monde, d'une somme d'au "moins 3 milliards. Je n'ai pas besoin de faire remarquer que c'est "tâche ardue, pour un pays, de gagner l'intérêt de tout cet argent."[1] Sir George Paish disait alors que l'intérêt annuel à payer sur les emprunts publics, sans compter celui des emprunts particuliers, était d'à peu près $135,000,000. Les trois milliards ainsi empruntés pendant la période d'avant-guerre ne donnaient pas tous des revenus. Il a fallu établir de nouveaux impôts pour arriver à payer nos intérêts, et le coût de la vie s'en est ressenti.

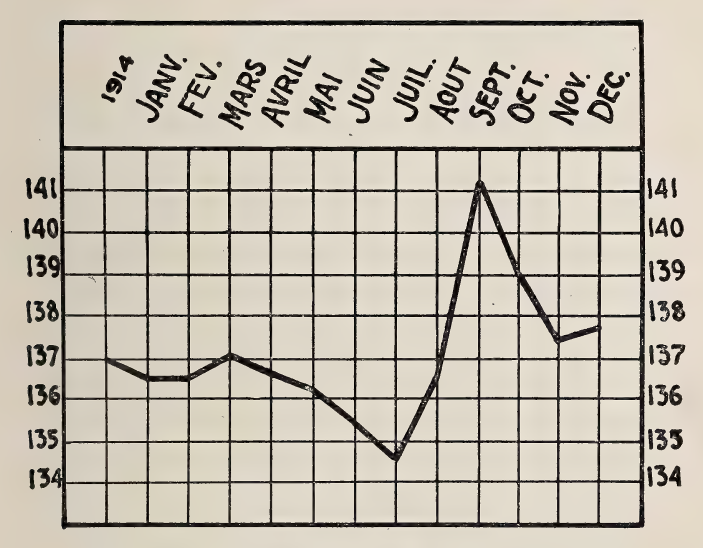
(d) *L'immigration intense au Canada.*—De 1er janvier 1900 au 1er avril 1913, il est entré au Canada, tant des États-Unis que de l'Europe et de l'Asie, un total de 2,521,144 immigrés.[2] Pendant le printemps et l'été de 1913, il nous en est arrivé 388,486.[3] Du 1er janvier 1900 à la date de la déclaration de la guerre le Canada a donc reçu près de 3 millions d'étrangers. Ils ne sont pas tous

---

[1] Entrevue donnée au *Telegram* de Winnipeg, décembre 1913.

[2] *Immigration, Facts and Figures, 1913.*

[3] *Wholesale prices,* 1913, page 4.



Variations mensuelles des prix de gros en 1914.

restés chez nous. Un tiers environ, soit à peu près un million, ont dû nous quitter, comme cela s'est passé aux États-Unis, pour chercher fortune ailleurs, ou pour rentrer dans leurs pays. Mais, parmi ceux qui sont restés au Canada, une proportion considérable n'a fait qu'accroître le nombre des consommateurs qui ne produisent rien, tandis qu'une partie relativement peu importante s'est établie sur les terres, à la campagne. Des 2,048,902 immigrés entrés au Canada de 1903 au 31 mars 1913, 866,916 seulement sont allés à l'agriculture.[1] Ainsi il serait arrivé au pays, en dix ans, beaucoup plus de gens improductifs que de producteurs. Et un grand nombre de ceux qui se sont fait inscrire comme agriculteurs ont cessé de l'être, pour différentes raisons. Ceux qui le sont restés s'en sont allés pour la plupart dans l'Ouest, où l'expérience a démontré qu'ils se sont occupés surtout à la culture du blé, limitant ainsi l'étendue de leur production économique. La population agricole du Canada a dû, *durant cinq ou six ans*, avant la guerre, subvenir, avec une production décroissante, à une population flottante de 500,000 ou 600,000 nouveaux venus. L'accroissement du coût de la vie a suivi du reste de si près l'augmentation du nombre des immigrants au Canada, que la corrélation entre les deux faits paraît indiscutable.

(e) *L'accroissement rapide de la population urbaine et la désertion des campagnes.*—Pendant la décade 1901-1911, la population urbaine du Canada s'est accrue de 62.65 pour cent, passant de 2,021,-799 à 3,281,141, tandis que la population rurale ne s'accroissait que de 17.16 pour cent, passant de 3,349,516 à 3,925,502. [2]

Tandis que la population rurale montait de *un*, celle des villes montait de *quatre*. L'excédent de la population rurale sur la population urbaine, de 1,327,717 en 1901, n'était plus que de 644,361 en 1911, et la proportion n'était plus que de 54.5 pour cent pour la première contre 45.5 pour cent pour la seconde. Dans le Québec même, tandis que, pendant la décade 1901-1911, la population rurale s'accroissait de 39,951, celle des villes montait de 313,863. Et pour *un* habitant dans les campagnes, il en arrivait *huit* dans les villes. "En 1901, pour 100 habitants vivant dans les villes, il y avait 165 habitants vivant dans les campagnes, tandis qu'actuellement (1911) pour 100 habitants vivant dans les villes, il n'y a plus que 119 habitants vivant dans les campagnes". [3] Toutes les provinces de l'Est, sauf le Québec, perdaient en partie, avant 1914, leur population rurale; et celle-ci n'a monté, ailleurs, que dans les provinces

---

[1] *Immigration, Facts and Figures, 1913*, page 26.

[2] *Cinquième recensement du Canada*, 1911, vol. I, pp. 521-566.

[3] *L'essor industriel et commercial du peuple canadien*, A.-J. de Bray, page 21

de l'Ouest où l'on récoltait surtout du blé, et qui ne peuvent se suffire, pour ce qui est de la plupart des autres produits de la ferme.

(f) *L'insuffisance de la production.*—La production et la consommation des aliments n'ont pas marché ensemble de telle sorte, au Canada, entre 1900 et 1914, que nous ayons pu nous suffire à nous-mêmes. Nous exportions du blé, de la farine, mais nous importions d'énormes quantités de fruits et de légumes, dont la production baissait et si nous produisions plus de beurre, d'œufs, de viandes, nous restions encore en deçà de nos besoins. Notre production de beurre de crémerie a passé pendant la décade 1901-1911, de 33 millions à 57 millions et demi de livres, celle des œufs, de 84 millions à 123 millions de douzaines, mais nous avons dû, néanmoins, en importer pour des milliers et des centaines de mille piastres, afin de subvenir à la demande. Ainsi, l'Ouest, "en 1912, dut importer 5 millions de livres de beurre de la Nouvelle-Zélande, en dépit du fait que ses crémeries en produisaient 4 millions de livres."[1]

Le rapport du ministère des douanes du Canada[2] établit que avons dû importer, en 1912-1913, 7,160,946 livres de beurre, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis et d'ailleurs. Également, pendant cette période, nous importions 13,092,582 douzaines d'œufs, pour plus de 4 millions de piastres de fruits, deux millions et quart de légumes, et nos exportations de viandes passaient de 10 millions, en 1908[3] à 925 mille piastres en 1911; nos réserves, évidemment, s'épuisaient. La production n'a pas marché de pair avec la consommation; il nous a fallu passer du rang d'exportateur à celui d'importateur; les prix ont été à la hausse, d'autant plus que la consommation par tête montait.

(g) *Les opérations sur les immeubles.*—Le jeu complexe de la *valorisation* des terres, pour emprunter une expression juste à un écrivain français, s'est exagéré au Canada; la spéculation sur les immeubles a poussé des milliers d'agriculteurs à vendre leurs terres à des courtiers qui revendaient ces mêmes terrains, après les avoir divisés en lots à bâtir, et qui ont ainsi causé un tort incalculable à l'agriculture, surtout dans le voisinage des villes. Cette folie de l'immeuble a sévi par tout le pays, elle a entravé la culture maraîchère, et occasionné la hausse du coût des légumes, pommes de terre, etc.

---

1 Déclaration de M. Ruddick au comité d'agriculture, 23 avril 1913.
2 9 juin 1913.
3 *Annuaire du Canada*, 1911.

(h) *La multiplicité des intermédiaires.*—Des intermédiaires, de plus en plus nombreux, se sont interposés entre le producteur et le consommateur. Chacun doit prélever son profit et faire ses frais, et c'est le consommateur qui paie. Il y en a d'utiles, il y en a de superflus, et bien souvent, ceux-ci coûtent le plus cher. Une enquête faite à New-York par la *New-York State Food Investigating Commission,* en 1913, a démontré qu'un dixième du coût d'achat des aliments pour la ville de New York va aux marchands de gros et que les agents, ainsi que les détailleurs, font un profit de 33 pour cent sur le prix de vente.[1] Une enquête faite à Philadelphie et aux alentours, en 1913, par M. Clyde Lyndon King, de l'Université de Pensylvanie, démontre que le prix payé par le consommateur pour la plupart des denrées est de 60 à 175 pour cent supérieur à celui que touche le producteur, à cause de l'intervention de nombreux intermédiaires.[2] Il en est de même au Canada.

(i) *Causes secondaires:* 1o.—La dépréciation de l'or. C'est une thèse exposée par un économiste anglais, Jevons, en 1863, et dont certains économistes font grand état, encore qu'ils ne soient pas tous du même avis à ce sujet[3]; 2o.—Les frais de publicité faits par les intermédiaires. Cette cause a son influence, puisque le consommateur paie, en fin de compte, toutes les dépenses de l'intermédiaire. Et le coût de la publicité est de plus en plus élevé. la réclame étant aujourd'hui un des principaux moyens d'attirer la clientèle; 3o.—Le luxe. On ne vit plus avec la même simplicité qu'autrefois; on gaspille beaucoup plus, les achats à crédit se multiplient et, selon l'expression de John Stuart Mill, *"the luxury of to-day is the necessity of to-morrow."*

Il existe bien d'autres causes de la vie chère et d'aussi importantes, peut-être, encore que moins apparentes. Mais cette étude résume, aussi succinctement que possible, les principales causes qui, d'après les observateurs, nous ont amenés à la situation où nous nous trouvions au 1er janvier 1914, après une période de paix prolongée, juste à l'heure où le Canada semblait devoir entrer dans une phase de moins grande prospérité.

---

[1] *Annals American Academy of Political and Social Science,* juillet 1913, page 151.

[2] Même revue, pages 202 et s.s.

[3] *Wholesale Prices in Canada,* 1890-1909, page 488.

II

1914 ET LA GUERRE

L'an 1914 commença en pleine paix. Le nombre indice du coût de la vie pour l'année 1913, établi sur le prix de gros, comme nous l'avons expliqué précédemment, était de 135.5. Il y avait eu quelques légères tendances à la baisse au cours des mois précédents. Mais cette baisse avait été accidentelle.

Voici, du reste, les variations du nombre indice des prix de gros pour les 7 premiers mois de 1914, qui précédèrent immédiatement la déclaration de guerre (moyenne pour 1913: 135.5):[1]

Janvier 1914	136.5	Mai	136.3
Février	136.6	Juin	136.3
Mars	137.	Juillet	134.8
Avril	136.7		

On y constate une légère baisse habituelle, qui se prolonge en général du mois d'avril au mois de septembre ou d'octobre. L'année, jusque là, était normale; les fluctuations du coût de la vie, également.

Vint la guerre, — août 1914. Ce fut la poussée à la hausse compliquée, d'une part, par les besoins immédiats des belligérants, de l'autre par ce qu'on est convenu d'appeler prétentieusement *le facteur psychologique*, dont l'influence est indéniable.

Voici un graphique, emprunté à des sources officielles,[2] qui permet de saisir d'un coup d'œil le mouvement déterminé par la déclaration de guerre sur le nombre indice des prix de gros au Canada. (Nombre de produits, 272.) (Prix moyens, 1890-1899, 100)

(*Voir graphique sur page suivante.*)

Dans l'introduction du *Wholesale Prices, Canada,* 1914, on peut lire ce qui suit: "Dans le courant de l'année 1914, les prix ont "été affectés, au Canada, surtout par la déclaration de la grande "guerre européenne. De janvier à avril, le niveau général des "prix a été stable, avec une légère tendance à la hausse. Il y a eu "ensuite une baisse de deux points, dans le chiffre indice, durant "juillet et août. La guerre, cependant, causa immédiatement une "hausse d'environ sept points, et, bien qu'une réaction ait suivi

---

[1] *Wholesale Prices, Canada, 1914,* page 18.

[2] *Wholesale Prices, Canada, 1914,* page 7.

"presque aussitôt, et que le niveau des prix à la fin de l'année ait "été presque le même qu'à son début, la moyenne des douze mois "s'en est trouvée élevée . Le chiffre indice établi par le ministère... "était de 136.1 en 1914, contre 135.5 en 1913 et 134.4 en 1912... "Le niveau atteint en septembre, savoir, 141.3, est le plus élevé "qui ait été enregistré depuis 1890. Dans l'ensemble, les plus fortes "augmentations de l'année se sont produites dans les groupes sui-"vants: grains et fourrages, 14 pour cent; animaux et viandes, 6 "pour cent; laines, 8 pour cent; peaux, 10 pour cent; drogues et "produits chimiques, 7 pour cent... Les prix des substances ali-"mentaires sont revenus aux cotes élevées de la fin de 1911 et du "commencement de 1912."[1]

Naturellement, les premiers articles qu'affecta la hausse furent les viandes, les blés, les farines, les lainages, les cuirs, tous nécessaires aux commissariats des armées, ainsi que les sucres et les cafés, frappés d'impôts de guerre spéciaux par le gouvernement canadien[2] dès la session convoquée d'urgence. Voici, pour ce qui regarde les aliments, un tableau des variations de prix de gros de ce chef, mettant en comparaison, mois par mois, l'année 1914 avec les trois années antérieures, et faisant ressortir la hausse causée par la guerre en 1914, hausse qui s'est accentuée depuis:[3]

Chiffres indices des aliments, 1911, 1912, 1913 et 1914

Viandes, poisson, produits de l'industrie laitière, fruits, légumes, froment, sucre, thé, café, condiments, etc., 80 articles en tout.

(Prix moyens, 1890-1899—100.)

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
1914	144.1	143.2	144.2	143.0	141.4	140.0	139.3	139.7	148.1	144.3	144.4	145.8	139.6
1913	131.8	129.1	129.3	129.5	128.5	130.9	128.7	124.6	126.5	126.9	131·7	135.9	130.1
1912	143.0	146.7	146.3	147.4	146.5	145.3	138.1	137.3	134.5	136.6	139.9	140.7	141.7
1911	132.9	131.2	129.2	128.2	127.6	129.3	130.1	134.8	134.1	135.9	135.2	137.7	132.2

"On remarquera que, tandis qu'en 1913 le niveau du prix des aliments était moins élevé qu'en 1912, et que dans la dernière partie de 1911, il s'est élevé considérablement dans la dernière

[1] *Report on Wholesale Prices, Canada, 1914, Introductory*, page 1.

[2] *Débats de la Chambre des Communes*; quatrième session, XIIe parlement, vol. CXVIII, pp. 25 et ss.

[3] *Rapport du Ministère du Travail*, 31 mars 1915, version française, page 48.

partie de l'année 1914 et qu'il était alors presque aussi élevé qu'en 1912. La déclaration de guerre fut suivie d'une hausse rapide en septembre, et bien qu'une réaction se produisît bientôt, le niveau était encore élevé pendant les trois derniers mois de l'année et à la hausse en décembre. Le prix élevé de la farine, du gruau, du sucre et du thé a contribué beaucoup à cette augmentation des prix." [1]

Si l'on veut un coup d'œil d'ensemble sur la hausse de chacun des 13 groupes principaux de produits canadiens, pendant 1914, on n'a qu'à se reporter aux sources indiquées. [2]

Prix de détail

Depuis 1910, le ministère du Travail fait faire par ses correspondants, sur différents points du Canada, le relevé mensuel des prix courants de détail pour 28 articles d'un usage général, ainsi que du loyer que doit payer un ouvrier qui gagne au moins $800 par an. Ce relevé qui établit les dépenses hebdomadaires d'une famille de cinq personnes, pour les aliments, le combustible, l'éclairage et le loyer, montre que l'alimentation qui coûtait en 1910 $6.95 par semaine, coûtait $7.33 à la veille de la guerre en 1914. Le budget total de cet ouvrier, pour l'alimentation, le loyer, le chauffage et l'éclairage a passé de $12.79 en 1910 à $14.31 par semaine, à la fin de 1914. [3]

Les causes de la hausse de 1914

La hausse du coût de la vie pendant les mois qui suivirent immédiatement la déclaration de guerre a eu diverses causes; les unes datent de l'avant-guerre; nous les avons déjà énumérées; les autres, procèdent de la guerre et ne cesseront de produire leur effet, dans une plus ou moins large mesure, jusqu'à la fin des hostilités.

Les premières poursuivent leur œuvre. L'encombrement des villes, la multiplicité des intermédiaires, l'action des *trusts* et des *cartels*, la désertion relative des campagnes, l'insuffisance de la production et de nos moyens de transport n'ont pas cessé de se faire sentir parce que nous passions de la paix à la guerre.

---

[1] *Wholesale Prices, 1914*, page 13.
[2] *Wholesale Prices, 1914*, page 8.
[1] *Rapport du ministère du Travail*, 31 mars 1915, page 50.

Leurs effets se sont, dans une large mesure, plutôt exaspérés. Ainsi l'établissement, dans les camps militaires, de quarante à soixante mille soldats, dès l'automne de 1914, a formé d'autres villes, temporaires celles-là, mais dont les quarante ou soixante mille habitants ne produisant rien, consomment pourtant plus qu'ils ne l'eussent fait, peut-être, en temps de paix. L'alimentation d'une grande partie d'entre eux était moins bonne, et, partant, moins coûteuse avant leur enrégimentation, de même leur vêtement. Et une partie de ces soldats travaillaient, avant leur enrôlement, sur les fermes, ou occupaient un emploi quelconque dans le commerce des substances alimentaires.

Parmi les causes nouvelles de la hausse du coût de la vie, qui se sont superposées aux autres, il convient de distinguer les principales. Elles se sont fait sentir d'abord en septembre 1914; puis il y a eu dans leur action une période de ralentissement, après quoi leur influence a été en s'accentuant à mesure que dure la guerre. On peut les énumérer comme suit:

I—Affolement d'une partie de la population qui, redoutant au début de la guerre une famine, s'est hâtée d'entasser des provisions, d'où raréfaction des substances alimentaires sur le marché, et conséquemment, hausse des prix; II—Nombreuses commandes de guerre de toutes sortes; III—Commencement d'exportation intense de nos produits de la ferme, des cuirs, des aliments de tout genre; IV—Difficultés plus grandes de la distribution; V—Augmentation de notre budget militaire; VI—Relèvement partiel du tarif ordinaire des douanes et premiers impôts de guerre.

I—*Affolement d'une partie de la population*

Dès qu'il fut décidé que le Canada participerait à la guerre, ce fut, dans presque toutes les villes, une poussée irraisonnée des consommateurs vers les grands magasins. Bien des ménagères se constituèrent des réserves de conserves, de sucre, de thé, de café, d'épices, de liqueurs, de farine, d'huile pour l'éclairage et le reste. Les marchands de gros, pris ainsi par surprise, par ce mouvement qui eût pu facilement tourner à la panique, durent limiter, à Montréal et ailleurs, — on peut s'en convaincre en parcourant les revues du commerce de cette époque, — la quantité de chaque produit qu'ils livraient à un client. Les raffineries, débordées de commandes, durent aussi, pour faire face à la crise, laisser savoir à plusieurs de leurs clients qu'elles ne pourraient exécuter qu'une partie de leurs commandes, leurs stocks commençant à s'épuiser. Cette panique, qui faisait redouter à bien des gens de manquer de vivres du jour au

lendemain ou d'avoir à les payer un prix exorbitant, contribua notablement à la hausse des prix. Elle s'est manifestée à Montréal, à Toronto, dans les grandes villes de l'Ouest, à Québec, à Ottawa, partout où le public ayant plus facilement accès aux nouvelles de la guerre et alarmé par les progrès des armées allemandes en Belgique, perdait la tête. Peu à peu, toutefois, les esprits reprirent leur aplomb, se rendirent compte que la guerre serait longue, que le Canada avait de quoi nourrir sa population,et les trembleurs qui au début des hostilités avaient rempli leurs caves et leurs greniers, mirent un terme à leurs achats exagérés. La hausse soudaine du nombre indice des prix de gros pour septembre 1914,— il avait passé de 136.3 en août à 141.3 en septembre et jamais il n'avait été aussi élevé, [1] — démontre bien l'influence de ce facteur psychologique sur la cherté de la vie aux première semaines de la guerre. Sitôt que les esprits eurent repris leur assiette, le nombre indice décrut et en octobre 1914, il n'était plus que de 138.7, et descendit en novembre et en décembre à 137.6. [2] Il devait remonter en 1915 et en 1916 à des hauteurs insoupçonnées en 1914.

II—*Les commandes de guerre*

Au moment où la guerre fut déclarée, en Europe, les nations qui devaient y prendre part n'avaient pas terminé leurs récoltes. Quelques-unes les avaient à peine commencées. C'est ainsi que la plus grande partie des champs de blé de France et de Belgique furent abandonnés ou ravagés, de même que les cultures de betteraves qui donnaient du sucre à presque toute l'Europe. Il en fut de même en Autriche-Hongrie et jusque en Allemagne, où une forte partie de la moisson ne fut pas rentrée. L'Angleterre, plus que jamais, se vit dans la nécessité de compter sur l'importation pour ses substances alimentaires. Les hommes enrégimentés par centaines de milliers, dans tous les pays en guerre, donnèrent immédiatement naissance à de grandes agglomérations qu'il fallait non seulement armer, mais aussi vêtir et nourrir. Les rations quotidiennes des millions d'hommes ainsi mis sur pied nécessitèrent de toutes parts des quantités énormes de pain, de viande, de légumes, tout comme leur vêtement exigeait une dépense prodigieuse de lainage, et leurs chaussures, de cuir. C'était une traite gigantesque sur les réserves de laine, de blé, de viande, de cuir, du monde entier, Tous les pays neutres ou lointains furent mis à contribution pour y

---

[1] *Report on Wholesale Prices, Canada,* 1914, page 1.
[2] *Wholesale Prices, 1914,* page 18.

satisfaire. A elle seule, l'armée anglaise, par exemple, pendant les premier mois de la guerre, selon le *Times* de Londres [1], eut besoin de 90,000,000 de verges d'étoffes de laine de tout genre, soit 47 fois plus que sa consommation en temps normal. Il lui fallut également, pendant ce temps, pour elle et pour ses alliées, 84,000,000 de verges de flanelle, soit 41 fois plus qu'en temps ordinaire. Et, pour ce qui est des tissus de coton, elle en acheta sur les marchés du monde 194,000,000 de verges, 175 fois plus que sa consommation ordinaire en demandait.

Il fallut, par ailleurs, pourvoir, dès les premiers mois, aux besoins des prisonniers de guerre faits de part et d'autre. La guerre maritime désorganisait en même temps le service des transports et, relevant les taux de fret et d'assurance, rendait la livraison des commandes incertaine. Les vendeurs contraints d'acheter à la hâte tout ce que réclamaient à grands cris les nations belligérantes, payaient tout au plus haut prix, et tout ce qui restait alors sur le marché subissait une majoration telle qu'elle pesait lourdement sur le consommateur ordinaire. Naturellement, on en souffrait au Canada et même aux États-Unis, d'où nos articles d'importation n'arrivaient plus en aussi grande abondance, la plus grande partie de ces articles étant dirigée vers les belligérants. Et les commandes énormes de guerre, pour les cuirs, les laines, les cotons, dont nous sommes gros importateurs, firent monter sur les marchés mondiaux le prix de ces différents articles; aussi le consommateur canadien dut payer, dès l'automne de 1914, plus cher pour ses chaussures, ses vêtements et ses sous-vêtements. Un habit d'un coût moyen de $25, à la veille de la guerre, se vendait dès septembre $27, et la hausse s'étendit à tous les articles de laine, de coton et de cuir.

III—*Nos exportations*

Pays en partie agricole, colonie anglaise en relations commerciales constantes avec la Grande-Bretagne, le Canada devait lui vendre sa quote-part de ce dont elle avait un pressant besoin. Nous nous mîmes donc, dès le lendemain de la déclaration de guerre, et à l'heure où le facteur psychologique dont nous avons déjà parlé faisait sentir son action, à lui expédier des cargaisons de tout genre. Nous lui envoyâmes même des produits qu'en temps normal nous consommions entièrement chez nous, et nous dûmes importer ces mêmes produits pour notre propre consommation. Les œufs et le beurre entrent dans cette catégorie. Dès la fin de juillet, les cours

---

[1] Cité par le *Catholic Record* de London, 16 septembre 1916

du blé canadien montèrent et, à la fin de l'année, ils s'établirent à $1.13½ le boisseau, à Winnipeg. Ils touchèrent $1.20 en novembre et en décembre 1914.[1] Les commandes étrangères affluèrent grâce à la perte d'une partie notable des récoltes européennes et aux faibles récoltes de l'Australie et de l'Inde. Pour ce qui est de la farine de blé nos exportations en Grande Bretagne, en 1913, étaient de $2,794,657, elles furent de $3,137,146 en 1914.[2] L'augmentation dans l'exportation des grains s'est surtout fait sentir en 1915-1916.

Nos exportations d'animaux et de viandes de toute sorte ont été plus considérables en 1914, qu'en 1913, surtout du fait de la guerre. "Au mois d'août, la déclaration de guerre cause une grande demande de viandes en conserves et il y eût une hausse prononcée dans le prix du bétail."[3] Cela, toutefois, ne dura que quelques semaines. Mais nos exportations au chapitre *animaux et leurs produits* s'accrurent cependant. Nous en avions exporté, pendant l'année fiscale 1913-1914, pour la somme de $53,349,119. Nous en exportâmes, en 1914, pour la somme de $74,390,743. Cela fait une augmentation de 21 millions et demi,[4] alors que le nombre de têtes d'animaux de boucherie du Canada descendait de 3,915,687 en 1913, à 3,363,531 en 1914, — diminution très sensible et inquiétante, à cause de l'épuisement graduel des troupeaux, depuis l'année 1908, alors que nous en avions 4,629,836 têtes.[5] Nos exportations de *bacon* en Grande-Bretagne passaient, durant la même période, de $3,717,000 à $11,080,000.[6]

Au chapitre du beurre, nos exportations diminuaient déjà depuis des années. En 1912, nous avions exporté 8,844,000 livres, d'une valeur totale de $2,077,000.[7] En 1912-1913, elles étaient tombées à 828,000 livres, d'une valeur de $223,000. En 1913-1914, elles avaient un peu remonté.[8] Dès la déclaration de la guerre, l'interruption presque complète des transports entre le Danemark et la Grande-Bretagne, ainsi que les risques que couraient les paquebots entre la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, privaient celui-ci de ses approvisionnements ordinaires en beurre. Londres et Liverpool se tournèrent vers le Canada. Le prix du beurre monta immédiatement ici. Dans sa revue annuelle du commerce cana-

---

1 *Wholesale Prices, Canada, 1914*, pages 20, 21.
2 *Commerce Canadien*, I partie, 1915, page 595.
3 *Wholesale Prices, Canada*, p. 28.
4 *Commerce Canadien*, I partie, 1915, page 577.
5 *Wholesale Prices, Canada*, page 29.
6 *Commerce Canadien*, I partie, 1915, page 568.
7 *Annuaire du Canada*, 1914, p. 312-313.
8 *Commerce Canadien*, 1915, I partie, page 564.

dien, la *Gazette* de Montréal[1] disait que Montréal seul avait expédié en Europe au cours de 1914, surtout après la déclaration de guerre, 7,300 boîtes de beurre, contre 1728 l'année précédente. C'était encore assez peu si l'on compare ce chiffre à celui de nos exportations de l'année 1902, durant laquelle il en avait été expédié de Montréal vers les pays d'outre-mer 539,000 boîtes. Mais c'était l'indice de l'ouverture d'une nouvelle période dans l'exportation des beurres canadiens, période qui se continue, au moment où nous écrivons ces lignes, puisque, cette année, nous expédierons, de Montréal aux nations d'outre-mer plus de 160,000 boîtes de beurre. En 1914, donc, le Canada exportait à l'étranger, à la suite des commandes de la Grande-Bretagne, 1,228,000 livres de beurre, représentant une valeur de $639,000[2] ce qui marquait une augmentation assez sensible sur 1913. Et, comme nous en importions nous-mêmes, pendant ce temps, 7,317,000 livres, au prix total de $1,823,000, il n'y a pas à s'étonner si, tout de suite, le prix du beurre a, chez nous, subi une hausse constante, dont le consommateur a eu à souffrir.[3]

La déclaration de guerre a aussi produit une hausse dans le prix du fromage, bien que nos exportations de ce produit, en 1914, aient été inférieures à ce qu'elles étaient depuis 1911.[4] Jusqu'à la guerre, les cours du fromage avaient été assez élevés. Pendant la première semaine d'août, les exportations cessèrent, mais les commandes de Londres ne tardèrent pas à nous arriver, et, pour la deuxième semaine, les expéditions reprirent leurs cours normal, à un prix élevé.[5] Le 3 septembre 1914, le fromage se vendit 16 sous la livre aux exportateurs; depuis longtemps, il n'avait pas été aussi cher. Et, jusqu'à la fin de l'année, les prix ne furent pas inférieurs à la moyenne de 14.61 sous la livre. La rareté relative de ce produit, conséquence de la diminution de la production du lait à l'automne, ainsi que l'épuisement partiel des réserves, par suite de l'exportation, causèrent la hausse de 1914, qui dure depuis. Naturellement, la hausse des prix du beurre et du fromage attira aux beurreries et aux fromageries des expéditeurs de lait qui, auparavant, vendaient leur marchandise au public par l'entremise des laitiers des grandes villes. Le consommateur s'en ressentit, parce que les laitiers, en maints endroits, augmentèrent le prix du lait dès l'automne 1914.

---

1 *Wholesale Prices, 1914*, page 33.
2 *Commerce Canadien*, 1915, partie I, page 564.
3 *Annuaire du Canada*, 1914, pages 400-401.
4 *Annuaire du Canada*, 1914, pages 312-313.
5 *Wholesale Prices, Canada, 1914*, page 34.

Avant l'an 1914, nous devions importer une grande partie des œufs que nous consommions. Nous en exportions cependant des milliers de douzaines, d'autre part, ce qui explique que, nous privant pour l'exportation d'une partie de notre production domestique déjà insuffisante, nous devions payer plus cher pour ceux que nous importions et sur lesquels il fallait payer des droits de douane et des frais de transport élevés. Au début de la guerre, les difficultés de transport et l'invasion de certaines régions diminuèrent les exportations d'œufs de France, de Belgique, d'Allemagne, du Danemark et de Russie vers l'Angleterre et contraignirent celle-ci à en acheter sur les marchés encore ouverts et plus facilement accessibles, où la guerre n'entravait pas la vente et la livraison. Les commandes d'Angleterre affluèrent jusqu'au Canada. On essaya d'y satisfaire, mais l'Ouest dût importer de Chine, et nos provinces de l'Est de Chicago, pour leurs propres besoins. Résultat: au cours des trois derniers mois de l'année, le prix des œufs fut à la hausse. [1] Nous en avions exporté pour $35,519 en 1913-1914, nous en exportâmes pour $965,640 en 1914-15, [2] soit 3,100,000 douzaines en Grande-Bretagne contre pas une en 1913-1914. [3] Nous en importions toutefois, pendant ce temps, pour notre consommation et, par conséquent, le prix des œufs montait chez nous.

Certaines variétés de poissons se vendirent meilleur marché en 1914 qu'en 1913. Par contre, d'autres se vendirent plus cher. Et ce furent précisément celles que les consommateurs demandent d'habitude. La moyenne des prix d'ensemble fléchit, ce qui n'empêcha pas le poisson en conserve d'usage le plus répandu, — ainsi le saumon de la Colombie — d'être à la hausse. Une grande partie des ordres venus d'Angleterre servaient aux rations des soldats et des marins du Royaume-Uni. L'exportation toutefois ne fut pas sensiblement plus élevée en 1914 qu'en 1913, de sorte que les cours varièrent peu, ils tendirent plutôt à la baisse.

Voilà, pour nos principaux articles d'exportation, surtout au chapitre des aliments, de quoi expliquer, dans une certaine mesure, l'augmentation assez marquée des prix, fin 1914, et le début d'une hausse qui se poursuit, de plus en plus accentuée, jusqu'à l'heure où nous alignons ces statistiques. Si l'on tient compte du fait qu'à la hausse réellement provoquée par la rareté relative des produits ou par de grosses commandes extérieures qui en diminuent la quantité disponible au Canada, s'ajoute la hausse fictive déterminée par la spéculation, et la hausse moindre, mais sensible encore, qu'y

1 *Wholesale Prices, 1914*, page 35.
2 *Commerce Canadien*, 1915, page 566.
3 *Commerce Canadien*, 1915, page 566.

superpose l'intervention d'une série considérable d'intermédiaires, on a tôt fait de saisir l'influence importante qu'exercent, sur le prix de la vie, les commandes de guerre et les grosses exportations dont elles s'accompagnent. Cela, du reste devient plus sensible, à mesure que dure la guerre et que s'accentuent nos exportations.

IV—*Difficultés d'expédition*

L'influence de ce facteur s'est fait sentir très vivement, la guerre déclarée. Les articles d'importation ont subi des retards, —du moins ceux qui nous venaient d'outre-mer,—par suite de l'arrêt momentané et presque complet, en certains cas, des transports maritimes; de même, des marchandises provenant des régions reculées du Canada, ou des États-Unis ont été partiellement perdues, ou retardées durant de longs mois,les convois militaires accaparant les wagons affectés au transport des marchandises en temps ordinaire. Le réquisitionnement des charbonniers et d'un grand nombre de paquebots par l'Amirauté anglaise a aussi fait monter le coût du transport du charbon destiné aux industries et à la consommation domestique. Les villes du littoral de l'Atlantique, — Saint-Jean et Halifax, notamment, — se plaignirent de cet état de choses à la fin de 1914 et accentuèrent leurs plaintes en 1915. C'est pourquoi le prix d'un bon nombre de produits de consommation usuelle s'éleva.

V—*Notre participation à la guerre*

Tous les pays, même les neutres, ressentirent, dès les premiers jours de la guerre, l'influence qu'elle eut sur le coût de la vie. Elle devait nécessairement affecter sous ce rapport et les premiers, les belligérants. On sait ce qu'il en advint en Europe, chez toutes les nations en guerre. Le Canada s'engageant dans le conflit dès le mois d'août 1914, devait, plus que les neutres, bien que dans une moindre mesure que les grands belligérants, en sentir les principaux contre-coups. Cela ne manqua pas. Pays pacifique et n'ayant pas d'armée, il se trouva soudain, à la mi-août, en train de lever une trentaine de mille hommes, premier versement de sa contribution à la cause impériale, de les équiper, de les armer, de les monter, de les nourrir, de les vêtir et de les entretenir. Puis peu à peu, cette petite armée grandissait et ses besoins grandissaient avec elle. "En août, la grande demande de cuirs pour les bottes, les selles, les harnais, que requiert une armée, épuisa presque notre marché, et comme les stocks de cuir, au Canada, étaient peu abondants à cette époque, les prix se mirent à la hausse, pour

les cuirs, les teintures, les peaux et les produits chimiques employés dans la tannerie. Il était difficile d'obtenir tout cela d'Europe, et pendant quelque temps, à cause de la rareté des navires, les peaux du Sud-Amérique ne nous arrivèrent qu'en quantité insuffisante." [1] Naturellement, le prix des chaussures s'en ressentit; il ne s'est pas amélioré depuis lors et c'est à notre participation à la guerre qu'il faut attribuer en partie cette hausse du prix de la chaussure. De même l'alimentation de 30 à 50 milliers de soldats, avant leur départ pour l'Europe, nécessita de tels achats, de la part de l'intendance, que les prix de bien des articles d'alimentation montèrent, surtout dans les districts où campaient les troupes, avant leur embarquement pour l'Angleterre et la France.

Les quantités considérables d'étoffes de tout genre, surtout de lainages, qu'il fallut pour habiller de la tête aux pieds ces soldats ajoutèrent à notre dépense normale de lainages, dont nous demandons la plus grande partie à l'importation. Déjà les prix des étoffes étaient à la hausse sur les marchés mondiaux. Les commandes que nous y fîmes, à cause de notre entrée dans la guerre, contribuèrent à accentuer cette hausse, dont souffrirent et souffrent encore les consommateurs. Au surplus, pour lever et entretenir nos armées, il fallut, dès août 1914, voter un budget de guerre extraordinaire de 50 millions; ce n'était qu'un premier versement, qui fut suivi d'autres plus considérables, en 1915 et en 1916. Enfin, il fallut par un emprunt de plus de 36 millions, parer au déficit occasionné par la guerre dans notre budget ordinaire de 1914-1915. [2] Toutes ces dépenses, cela va de soi, ont obligé le ministère à remanier l'assiette des impôts, à modifier le tarif des douanes et de l'accise. Ces remaniements et ces modifications ont aussi contribué à faire monter le coût de la vie, depuis le commencement de la guerre, et même dès 1914. Ils sont peut-être, avec l'augmentation constante de nos exportations de produits alimentaires, l'une des causes dont l'effet se fera le plus longtemps sentir.

VI—*Les impôts de guerre et le remaniement du tarif.*

Dans son discours sur le budget, le 20 août 1914, M. White, ministre fédéral des finances, énonçait tout une série de nouvelles taxes indirectes, nécessitées par notre participation à la guerre, l'affaissement de nos recettes et la perspective d'un déficit en fin d'exercice.[3] Il entendait prélever ainsi un montant de 7 millions,

---

1 *Wholesale Prices, Canada, 1914*, page 57.
2 *Débats des Communes, session speciale* 1914, vol. CXVIII, page 26.
3 *Débats des Communes, session speciale* 1914, vol. CXVIII, page 25.

pour couvrir une partie de ce déficit; il proposait de frapper d'un droit de 2 sous par livre les cafés verts, qui entraient chez nous en franchise lorsqu'ils nous étaient expédiés directement du pays producteur, ou des entrepôts douaniers du Royaume-Uni, et de 3 sous les mêmes cafés d'autre provenance. De ce chef il prévoyait une augmentation de $500,000 dans notre revenu annuel.

De même il relevait la taxe sur les sucres bruts de 25 à 88 sous par 100 livres pour les sucres venus par l'Angleterre et de 31 1/6 sous, à $1.11 1/4 par 100 livres pour ceux d'autre provenance. Pour les autres variétés de sucre raffiné, de 72 sous à $1.52 (tarif de faveur consenti à l'Angleterre) et de 93 sous à $1.93 (tarif général). La surtaxe des sucres raffinés était donc de 1 sou par livre et, sur les sucres bruts, de 8 dixièmes de sou. Le ministre comptait en tirer une augmentation du revenu égale à $5,000,000.

Par ailleurs, il relevait de $2.40 à $3.00 par gallon de preuve les droits sur le whisky, le genièvre, l'eau-de-vie et les autres boissons distillées, ce qui devait donner à nos recettes un surcroît de $2,500,000 par an. Un relèvement des droits de douane sur les cigares et les cigarettes devait, de son côté, calculait M. White, rapporter $200,000 et des changements à la loi d'accise sur les spiritueux, cigares, cigarettes et tabacs manufacturés devait rapporter une plus-value de $6,600,000; soit un grand total de taxes supplémentaires de tout genre atteignant environ $14,800,000 ou, approximativement, $1,250,000 par mois.

Les impôts sur les boissons alcooliques et le tabac ne frappaient, — et à bon droit — qu'un certain nombre de contribuables, sans affecter toutes les familles. Les taxes spéciales sur les sucres et les cafés, toutefois, atteignaient la masse. Les cours des sucres et des cafés s'en ressentirent immédiatement. La déclaration de la guerre et la mise d'un embargo[1] par le gouvernement anglais sur le sucre des Antilles anglaises ,où le Canada s'approvisionnait généralement de sucres bruts, contraignirent nos raffineurs à faire leurs achats à Cuba et à Porto-Rico, où ils subirent la concurrence américaine, ce qui éleva notablement les prix, après une période plus ou moins longue, nos raffineurs ayant accumulé avant la guerre des stocks assez considérables. La hausse graduelle que produisit au Canada l'impôt spécial s'accentua du fait que nombre de gens craignant une disette et une élévation des prix se précipitèrent sur le marché pour faire des provisions, comme nous l'avons dit plus haut. Le prix du sucre blanc granulé monta vite de 70 sous et celui de la cassonade, de $2.60 par cent livres (fin octobre 1914.) [2]

---

1 *Wholesale Prices, Canada, 1914*, page 47.
2 *Wholesale Prices, Canada, 1914*, page 49.

Cela s'applique aux prix de gros. L'augmentation pour le détail fut encore plus marquée. Ce fut un des premiers résultats des taxes de guerre que nous subissions. De même, à cause de ces nouvelles taxes, les cours du café montèrent tout de suite, fin août, de 2 à 3 sous, prix de gros, de 5 sous, au détail. L'influence des nouveau impôts s'accusa immédiatement, et sucres et cafés atteignirent de ce fait des prix qu'on n'avait jamais connus depuis 1890. [1] Et la ménagère qui, avant la guerre, achetait, dans les grandes épiceries de Montréal, de Toronto et d'ailleurs, 20 livres de sucre pour 89 sous et même pour 85 sous, payait, fin 1916, les 10 livres du même sucre de 76 à 80 sous, soit presque le double, malgré une légère baisse qui s'est produite depuis quelques mois. Elle payait exactement, en septembre 1914, pour le sucre blanc granulé, le double de ce qu'il lui coûtait fin juillet 1914. Et le café qu'elle payait alors 35 sous la livre lui en coûte aujourd'hui 40 sous et même plus, sans être toujours d'aussi bonne qualité.

Hausse graduée

Le mouvement de hausse qui se fit sentir dans le coût de la vie dès la déclaration de guerre ne fut pas tout de suite exagéré. Toutes les causes d'augmentation des prix ne firent pas sentir leur action en même temps. Celles qui occasionnèrent la poussée de septembre 1914, où les prix de gros furent plus élevés que jamais, furent d'abord le *facteur psychologique*, les difficultés de distribution et l'influence anticipée des taxes de guerre, qui déterminèrent la hausse des sucres et des cafés. Les commandes de guerre, le volume sans cesse croissant de nos exportations s'esquissèrent avant la fin de 1914, sans toutefois prendre l'importance qu'ils devaient avoir au cours de 1915 et de 1916. La moyenne des prix de gros, pour 1913, était de 135.5; pour l'année 1914, elle fut de 136.1. Celles de 1915 et de 1916 devaient être autrement élevées. C'est que la guerre y battrait son plein.

[1] *Wholesale Prices, Canada, 1914*, page 47.

III

1915–1916

La première partie de ce travail[1] notait le renchérissement constant du coût de la vie, depuis août 1914, et en étudiait les augmentations mensuelles, en en indiquant quelques-unes des causes, soit qu'elles remontassent à l'avant-guerre, soit que l'état de guerre les eût provoquées. Une étude analogue des deux années de guerre qui ont suivi fera mieux saisir l'importance et les causes de cette hausse, indiquera quels problèmes elle posera, dans le domaine économique, pour l'après-guerre.

La hausse de 1915-1916

Dans cette première partie, nous avons expliqué comment les statisticiens du ministère du Travail, à Ottawa, s'y sont pris pour établir le barème du coût de la vie, au Canada, depuis 1890. Ils peuvent le suivre au moyen d'un nombre-indice représentant arbitrairement la moyenne annuelle et mensuelle des prix de gros de 272 articles[2]. Le premier graphique accompagnant l'étude précédente démontre que la moyenne de la décade 1890-1899 fut de 100; le nombre-indice de 1910, de 124.2; celui de 1913, dernière année complète de paix, de 135.5, et, finalement, celui de 1914, pendant laquelle commença la guerre, de 136.1. La hausse de 1914 fut, en substance, quoique sensible, assez peu notable, au premier abord. Il convient de rappeler toutefois que le nombre-indice était de 134.8, pour le dernier mois de paix; qu'il sauta à 136.3 en août, et, de là, à 141.3 pour septembre 1914, ce qui était le chiffre le plus élevé jamais atteint chez nous jusque là[3]. Ce chiffre paraît aujourd'hui modéré, en regard de la période de hausse incessante qui s'est ouverte au début de 1915.

---

[1] *Revue Trimestrielle Canadienne*, novembre 1916, pp. 237-257.
[2] *Annuaire du Canada*, 1911, page XXXIII et seq.
[3] *Report on Wholesale Prices*, 1914, page I, *Introductory*.

De fait, les chiffres officiels de 1915 et 1916 surprennent celui qui n'est pas habitué à tenir compte des répercussions de presque toutes les guerres de quelque importance sur les conditions économiques des pays belligérants et de leurs voisins. Cette guerre-ci étant la plus formidable de toutes celles dont parle l'histoire, les gens un tant soit peu au courant des lois économiques ont prévu dans une certaine mesure l'augmentation inévitable et progressive du prix des aliments, des vêtements, etc., tant qu'elles durerait et peut-être aussi par la suite, pour un temps plus ou moins long. Les statistiques canadiennes de 1915-1916 confirment ce pronostic. On peut brutalement résumer l'influence que la guerre a eue au Canada dans ce domaine, en alignant, sans plus, cette courte série de chiffres-indices:

1913 (année de paix) 135.5.
1914 (cinq mois de guerre) 136.1.
1915 (pleine année de guerre) 148.
1916 (pleine année de guerre) 182.6. [1]

Fluctuations mensuelles

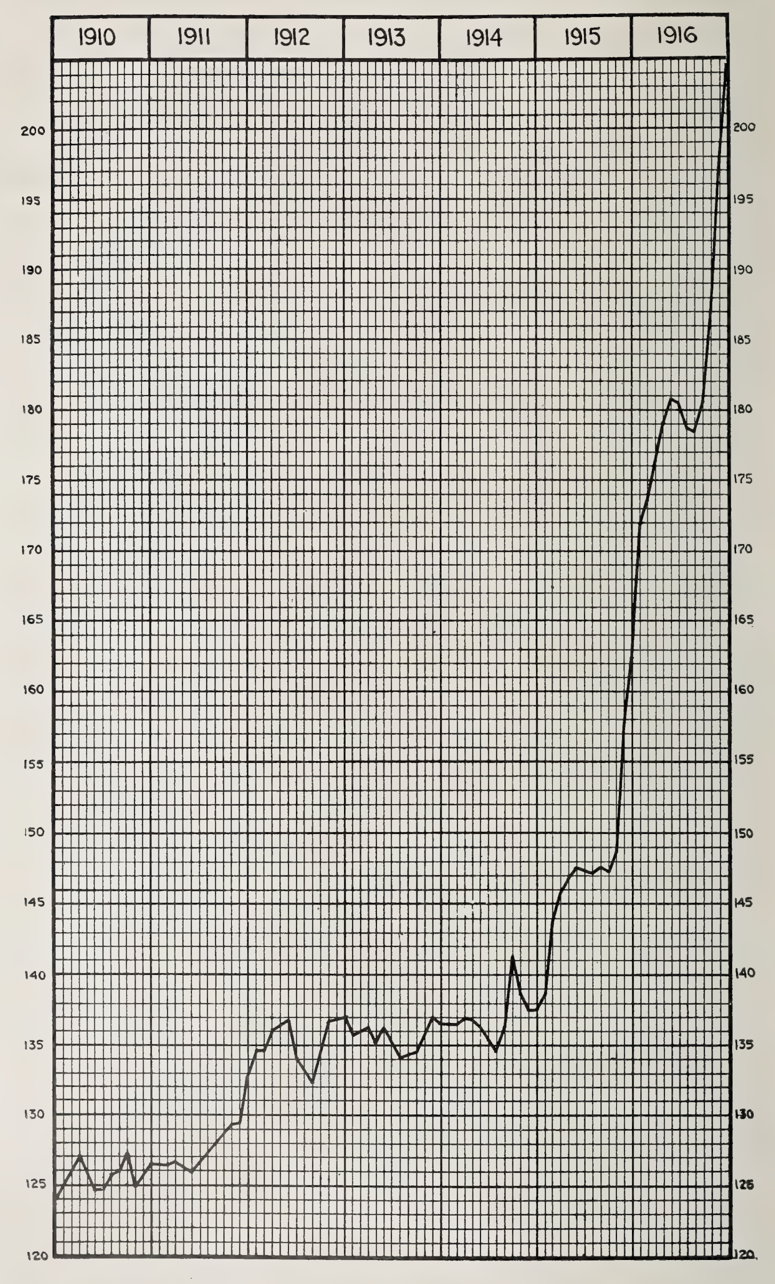
La hausse des prix de gros, de 12 points en 1915 et de plus de 34 points en 1916, — ce qui fait un renchérissement total de près de 47 points depuis 1913, — est des plus importantes à signaler. On peut se faire une meilleure et plus juste idée de cette gradation ascendante à l'examen du tableau suivant, emprunté à des sources officielles [2].

Hausse du chiffre-indice, depuis 1914

	1914	1915	1916
Janvier	136.5	138.6	172.
Février	136.6	143.8	173.7
Mars	137.	145.9	176.4
Avril	136.7	147.	179.1
Mai	136.3	147.6	180.9
Juin	135.3	147.3	180.6
Juillet	134.6	147.1	178.8
Août	136.3	147.6	178.5
Septembre	141.3	147.2	180.7
Octobre	138.7	148.8	187.2
Novembre	137.5	157.8	198.4
Décembre	137.6	162.4	204.8

[1] *Gazette du Travail,* janvier 1917, page 61.

[2] *Gazette du Travail,* décembre 1915 (p. 793) janvier 1916 (p. 901) décembre 1916 (p. 2019) et janvier 1917 (p. 73).



Variations mensuelles des prix de gros au Canada, 1910-1916.
(la moyenne des prix de 1890 à 1899 inclusivement étant de 100).

Le graphique suivant, de la période 1910-1916, mois par mois, établi d'après la *Gazette du Travail*, illustre bien cette série de fluctuations; il enregistre des baisses assez nombreuses pendant la période d'avant-guerre, surtout en 1912 et en 1913, et une série à peu près constante de hausses, en 1914, en 1915 et surtout en 1916.

(*Voir tableau en regard*) [1]

Tout laisse donc prévoir que pendant l'année 1917 le nombre-indice des prix de gros, au Canada, sera double de ce qu'il était pendant la période 1890-1899 et que, si la guerre se poursuit, il atteindra, pour la fin de 1917, à moins de l'intervention extraordinaire et improbable de causes imprévues, le double de ce qu'il était il y a à peine dix ans; — il était exactement de 120 pour l'année 1906. [2]

Les prix de détail

La hausse graduelle des prix de gros en 1914-1915-1916 s'est naturellement traduite par une augmentation proportionnelle du coût de la vie pour le consommateur ordinaire, de budget et de conditions modestes. Il l'a sentie plus vivement que qui que ce soit. La *Gazette du Travail* résume mois par mois cette hausse, en faisant le relevé de la "dépense hebdomadaire moyenne, en aliments de consommation générale, en combustible, en éclairage et en loyer, pour une famille de cinq personnes, selon la moyenne des prix dans une soixantaine de villes du Canada." On peut ainsi se rendre compte du renchérissement du coût de la vie pour des milliers et des centaines de milliers de Canadiens et le suivre à la piste mois par mois.

Ainsi, la moyenne hebdomadaire pour 1910, au chapitre des aliments, est de $6.95. Pour 1911, elle est de $7.13, pour 1912, de $7.33, pour 1913, du même chiffre, pour 1914, de $7.73, pour 1915, de $8.76 ,et pour décembre 1916,—dernier mois mentionné par la *Gazette du Travail*—de $10.10. Donc, pour six ans, hausse de $3.15 en une semaine; de novembre 1914, — tout au début de la guerre, — à novembre 1916, la dépense passe de $7.95 à $9.81, soit hausse de $1.86 par semaine.[2] Le même accroissement hebdomadaire de la dépense s'enregistre pour le combustible, — bois,

---

[1] Tableau emprunté au *Wholesale Prices, Canada,* 1915, page 8, mis à date pour la *Revue Trimestrielle.*

[2] *Gazette du Travail,* décembre 1915, page 793.

[3] *Gazette du Travail,* janvier 1917, page 63.

charbon, kérosène et pour l'éclairage. Le budget hebdomadaire passe de $1.75 en 1910 à $1.88 en décembre 1914, et à $2.10 en décembre 1916. Le prix du loyer hebdomadaire reste à peu près égal, en décembre 1916, à ce qu'il était en 1910, $4.05 alors et $4.08 aujourd'hui. L'ensemble du budget de semaine, de $12.79 en 1910, de $14.24 en décembre 1914, est de $16.32 en décembre 1916. La famille de 5 personnes vivant en 1910 avec $665 a dû dépenser, selon la moyenne de décembre 1916, $848.64 l'an dernier, si elle a voulu vivre de la même façon qu'il y a sept ans.[1] La hausse, depuis 1910, se traduit donc par une moyenne de $183.64 pour l'ensemble des citadins canadiens de modestes ressources.

La progression mensuelle des prix de détail, chez nous, s'établit dans le graphique suivant, fondé sur les statistiques de la *Gazette du Travail*, et qui fixe au chiffre de 100 la moyenne de ces prix, pour la période 1910-1914 (chaque rectangle représente un mois).

(*Voir tableau en regard*)[2]

On a tôt fait de voir, à l'aide de ce graphique, que le coût hebdomadaire des aliments pour une famille de 5 personnes, en 1910, se traduisait par le nombre 92, tandis que, pour 1916, il dépasse 138. Le coût du combustible, ainsi que de l'éclairage, fixé au chiffre 98, en 1910, dépasse 117 à la fin de 1916. Enfin, le chiffre du loyer hebdomadaire, établi à 90 en 1910, atteint 110, juste avant la guerre, en 1914, pour choir à 92.5, en moyenne, vers la fin de 1916. C'est la seule baisse qui s'accuse; encore n'est-elle pas très sensible dans certaines villes.

Oscillation des prix de gros et de détail de certains groupes de produits

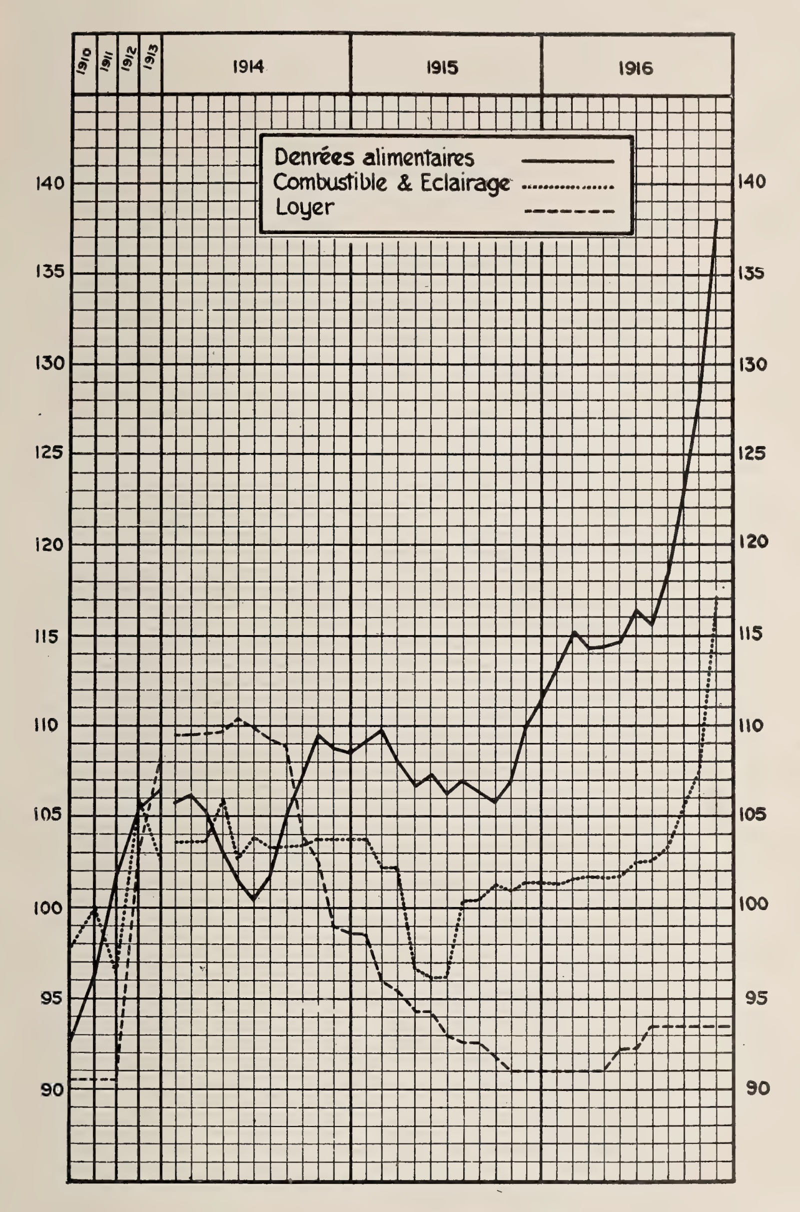
Les statistiques officielles du ministère du Travail ne se contentent pas de suivre les oscillations des prix de gros et de détail des 272 articles dont elles dressent en bloc les variations mensuelles. Elles ont fait de ces articles 13 groupes, formés chacun d'un plus ou moins grand nombre de produits de même espèce et étudient les fluctuations des prix de gros pour chacun de ces groupes.

Ces diverses catégories comprennent les grains et fourrages (15 articles), les animaux et viandes (17), les produits de la laiterie (9), le poisson (9), les autres aliments, fruits et légumes (16), les

---

[1] Même publication, même tableau, même page, et aussi page 66.

[2] Graphique emprunté à la revue annuelle financière du *Globe* de Toronto, 2 janvier 1917.



Variations comparées du prix de détail des aliments, du chauffage et de l'éclairage, ainsi que du loyer, dans soixante villes canadiennes, de 1910 à 1916 inclusivement — celles de la période 1914-1916 étant représentées mensuellement.

épiceries et provisions diverses (25), les étoffes et matières textiles (20), les peaux, cuirs et chaussures (11), les métaux et instruments ou outils (33), le combustible et l'éclairage (10), les matériaux de construction (48), les articles d'ameublement (16), les drogues et produits chimiques (16), les fourrures, liqueurs et tabacs (17), ce qui fait 13 catégories distinctes. [1] On peut élaguer du cadre de cette étude des catégories ayant certes leur utilité primordiale, mais dont il n'importe pas de tenir compte maintenant, — celles des métaux, instruments et outils, des matériaux de construction, des articles d'ameublement de maison, des fourrures, liqueurs et tabacs. Une comparaison entre les nombres-indices, à diverses époques, des prix de gros des plus importants groupes de produits marchands, ainsi enregistrés par les statisticiens du ministère du Travail, s'impose, elle fera mieux connaître l'ampleur de leurs mouvements d'oscillation, depuis le début de la guerre à venir à décembre 1916. Voici ces chiffres, — en notant toujours au préalable que la moyenne des prix pendant la période 1890-1899 égale 100. [2]

GROUPE	Articles	Déc. 1914	Déc. 1915	Déc. 1916
I—Grains et fourrages	15	178.5	173.3	239.2
II—Animaux et viandes	17	174.2	188.3	231.3
III—Produits de la laiterie	9	180.1	189.6	245.7
IV—Poissons	9	160.	155.2	180.3
V—Fruits et légumes	16	114.2	156.2	227.
VI—Épiceries et provisions	25	132.2	137.4	172.6
VII—Étoffes et matières textiles	20	124.6	163.3	214.3
VIII—Peaux, cuirs et chaussures	11	175.6	183.1	302.5
IX—Combustible et éclairage	10	109.1	115.6	152.2
X—Drogues et produits chimiques	16	134.9	228.1	230.1

La hausse, on le voit, est très accusée dans presque tous les groupes. Elle est remarquable pour ce qui est des fruits et légumes, des drogues et produits chimiques, des peaux, cuirs et chaussures, des étoffes et matières textiles, des grains et fourrages, des produits de la laiterie, des épiceries et des viandes. De décembre 1913 à décembre 1916, les lainages, compris dans le groupe des étoffes, ont monté exactement de 100.3 points; les produits chimiques, de 118.6 points, les toiles, de 128 points. Il n'y a donc pas à s'étonner si le vêtement et les médicaments coûtent aujourd'hui si cher au détail comparativement aux prix d'avant-guerre.

[1] *Gazette du Travail,* janvier 1917, page 71.

[2] *Gazette du Travail,* janvier 1917, page 71.

Ces hausses extraordinaires des prix de gros se sont traduites par un renchérissement équivalent, ou même plus grand encore, dans les prix de détail. Un autre tableau comparatif des prix de détail moyens de certains aliments, dans 60 villes canadiennes, souligne la portée de cette augmentation. Le voici:[1]

ARTICLES	Quantité	An 1913	Nov. 1914	Nov. 1915	Nov. 1916
Bœuf, à rôtir	2 lbs	¢ 29.6	34.2	32.4	34.2
Veau, à rôtir	1 lb.	15.7	18.0	17.6	19.8
Mouton, à rôtir	1 lb.	19.1	20.9	20.9	24.3
Porc frais, à rôtir	1 lb.	19.5	20.	19.8	23.4
Porc salé	2 lbs	35.2	37.6	36.2	42.6
Bacon	1 lb.	24.7	26.4	26.2	30.6
Oeufs en caisse	1 douz.	28.1	32.5	34.6	41.3
Lait	6 pintes	51.6	52.5	51.6	56.4
Beurre de ferme	2 lbs	58.	60.0	64.6	89.6
Beurre de crémerie	1 lb.	33.9	34.5	36.8	45.6
Pain blanc ordinaire	15 lbs	61.5	66.0	66.0	99.0
Farine ordinaire	10 lbs	32.0	38.0	34.0	54.0
Fèves (haricots)	2 lbs	12.4	13.6	15.8	24.4
Sucre granulé	4 lbs	23.6	32.4	30.4	37.6
Thé noir	¼ lb.	8.9	9.8	9.6	9.9
Thé vert	¼ lb.	9.3	9.8	10.0	9.8
Café	¼ lb.	9.4	9.9	9.9	9.9
Pommes de terre[2]	½ minot	36.0	31.7	38.3	61.0

Il n'est donc pas un de ces articles d'alimentation dont le prix n ait monté sensiblement, depuis l'avant-guerre et même depuis 1915. Les prix de détail des lainages, des chaussures, ainsi que des médicaments ont suivi la même progression. Il est évident que l'ouvrier et l'employé restés au salaire ou au traitement d'avant-guerre souffrent plus que personne de l'augmentation considérable des prix et doivent ou modifier leur train de vie, ou s'endetter.

Les causes du renchérissement en 1915 et 1916

La hausse continue et presque fantastique des prix, depuis août 1914, a de multiples causes. Les unes, ainsi que cette étude le note, dès les premières pages,[3] datent de la période d'avant guerre:

---

[1] *Gazette du Travail*, décembre 1916, page 2008.

[2] Les chiffres de décembre 1916 sont encore plus élevés. Les quantités indiquées sont censées suffire à l'alimentation hebdomadaire de 5 personnes (voir publication précédemment citée, janvier 1917, page 63).

[3] *Revue Trimestrielle*, novembre 1916, pages 238-243.

elles n'en sont que le prolongement. Les autres découlent de la guerre elle-même. Il est assez difficile de démêler exactement l'influence de chacune sur l'état de choses actuel. Cependant, il ne paraît guère douteux qu'à la veille de la guerre, le Canada entrait dans une période de stabilité économique telle que le coût de la vie y fût resté à peu près stationnaire, ou du moins, n'eût progressé que peu à peu, au lieu de s'accroître par sauts et par bonds, comme il l'a fait depuis, comme il continuera vraisemblablement de le faire d'ici à la fin de la guerre et peut-être au delà.

Quoi qu'il en soit, il est possible de distinguer, en 1915 et en 1916, comme aux tout premiers mois de guerre, deux grandes séries de causes du renchérissement de la vie: les profondes, qui datent de l'avant-guerre, tiennent aux conditions mêmes du pays; les momentanées, issues de la guerre elle-même et dont l'action est actuellement le plus sensible et produira des effets d'autant plus graves que le conflit se prolongera plus longtemps.

Les causes profondes

La première partie de ce travail les a résumées; on peut rappeler que ce sont: I—l'influence des trusts et cartels; II—l'augmentation des taux de transports; III—les grandes dépenses nécessitées par les entreprises publiques; IV—les emprunts municipaux, provinciaux et fédéraux de plus en plus considérables; V—l'entrée au Canada de 1901 à 1911 d'une foule de non-producteurs, grossissant la population urbaine; VI—la désertion graduelle des campagnes; VII—les opérations factices sur les immeubles; VIII—la multiplicité des intermédiaires inutiles; IX—et principalement, l'insuffisance de la production agricole, eu égard à la consommation générale.

Nos pouvoirs publics, à tous les degrés, pris par l'effort guerrier du Canada et les œuvres de guerre, ont jusqu'ici prêté une oreille assez distraite aux clameurs des consommateurs pressurés de plus en plus. Ils n'ont guère encore pris de mesures nécessaires pour parer à l'action de ces causes profondes, pour enrayer cette action, au moins partiellement. Le ministère fédéral a en novembre 1916 édicté certaines mesures [1] relatives aux prix des objets indispensables à l'alimentation; cette initiative n'a toutefois donné jusqu'ici aucun résultat appréciable. Les causes profondes de la hausse d'avant-guerre persistent, et même leur effet s'accentue. Il ne paraît pas qu'on ait essayé depuis l'ouverture des hostilités d'en enrayer l'ac-

[1] Arrêtés ministériels No 2777 et 2957, 10 et 29 novembre 1916, reproduits dans la *Gazette du Travail* de décembre 1916, pp. 2003 et ss.

tion. Pour les neutraliser, même la paix venue, il faudra du temps, des années, beaucoup de travail sérieux, de la part des économistes et des gouvernants, fédéraux, provinciaux et municipaux, ainsi que des individus.

Les causes temporaires ou découlant de la guerre

Elles sont nombreuses. Nous énumérerons les principales et les plus apparentes. I—Difficultés croissantes des transports sur terre et sur mer; II—Immenses besoins des armées grossissantes, en Europe et au Canada; forte demande d'aliments, de lainages etc., chez tous les belligérants; III—Spéculation intense par un certain nombre d'industriels sur les vivres, les lainages et les cuirs; IV—Dépenses de guerre de plus en plus fortes, emprunts de tout genre à l'extérieur et à l'intérieur; V—Nouveaux impôts de guerre, relèvement des tarifs; VI—Diminution de la main-d'œuvre agricole et industrielle disponible; VII—Etat des récoltes de 1915 et de 1916; VIII—Exportations sans précédent dans notre histoire économique et commerciale.

I—*La crise des transports*

Dès le début de la guerre, les escadres allemandes en liberté rendirent précaire la condition des navires de commerce des alliés allant de l'Europe à l'Amérique et *vice versa* Plusieurs paquebots battant pavillon anglais, ou français, ou belge, et, plus tard, italien, furent coulés ou détruits sur l'Océan Atlantique. A mesure que les escadres des alliés, plus rapides, plus fortes et plus nombreuses que celles de l'Allemagne, réussirent à débarrasser la mer des croiseurs ennemis, les conditions du trafic par mer se rétablirent quelque peu. Mais elles ne redevinrent pas ce que la paix les avait vues. Les armateurs ne voulurent guère risquer leurs navires aux taux de transport ordinaires. Les affrètements se firent à des prix plus élevés. La campagne sous-marine entreprise par les Allemands, qui multiplièrent leurs submersibles et leurs sous-marins, s'attaquant bientôt aux navires de commerce américains, espagnols, grecs, en coulant des centaines[1], accentua ce mouvement de hausse des frets, dans tous les ports de mer du monde. Les armateurs, risquant

[1] En 26 mois, la marine marchande anglaise perdit 1,774,000 tonnes. (Sir Norman Hill, secrétaire de la Liverpool Steampship Owners' Association, cité par la *Gazette*, 18 janvier 1917). Une statistique de Washington (*Star*, 26 janvier 1917) dit qu'en 1916 il y eut 2,082,683 tonnes coulées par les navires de guerre de toutes les nations. Malgré la reconstruction dans les chantiers, les cales allèrent en diminuant de nombre.

gros, exigèrent des prix de plus en plus élevés. A mesure que la guerre sous-marine allemande prit du développement, le coût de presque toutes les marchandises importées par mer au Canada s'éleva nécessairement. Ce renchérissement, commencé en 1914, dès la mi-août, alors que les échanges mondiaux étaient déjà en partie désorganisés, continua sa marche en 1915 et la prolongea en 1916. Tous les produits d'importation courante avant la guerre se ressentirent de ces difficultés de transport et de la hausse des frets. Ainsi, le prix des fruits secs, importés des pays méditerranéens, souffrit quelque peu des nouvelles conditions, dès la fin de 1914, et plus considérablement en 1915 [1], et, à mesure que l'état de guerre se propagea le long du bassin méditerranéen, la hausse se précipita. De même, le blocus de plus en plus effectif de l'Allemagne immobilisa la marine marchande de l'Allemagne, l'une des plus considérables du monde et par suite l'exportation des produits chimiques de fabrication germanique, fort répandus en Amérique et fut une des causes du gonflement des prix de ces produits. "Les produits chimiques avaient, durant les dernières années de l'avant-guerre, manifesté peu de tendance à la hausse; mais les prix en montèrent immédiatement, dès le début de la guerre, à cause de l'impossibilité où se trouva l'Allemagne de remplir les commandes qu'on lui faisait et, aussi, à cause de l'augmentation des frets sur les médicaments dont les matières premières proviennent du Sud-Américain et d'autres pays aussi éloignés" [2].

La difficulté des transports des thés, cafés et cacaos, ainsi que les taux de fret de plus en plus élevés influèrent également sur le prix de ces produits. Au commencement de 1915, le prix des thés de l'Inde, de Ceylan et de l'Extrême-Orient diminua quelque peu, après avoir subi une augmentation marquée, aux premiers mois de la guerre, par suite des *raids* nombreux de l'*Emden* dans les mers de ces régions. Mais, en juillet, les cours s'élevèrent. "Des taux de fret plus élevés, de même que le relèvement des taux d'assurances" — encore un autre facteur assez important de la hausse, sur les articles d'importation, — "furent des causes d'augmentation des prix..." [3] Il y eut différentes fluctuations, plus tard, et, vers la fin de 1916, les grandes compagnies importatrices de thés, au Canada, signalaient à leurs clients une nouvelle élévation des prix (ainsi qu'aux premières semaines de 1917).

De même, les prix des toiles, des cuirs importés et des lainages étrangers subirent l'influence de ces frets de plus en plus élevés et de

---

[1] *Wholesale Prices, Canada,* 1915, page 55.
[2] *Wholesale Prices ,Canada,* 1915, page 97.
[3] Même publication, page 61.

l'augmentation des primes d'assurances. Comme le Canada fait, par mer, des importations considérables, il est évident que le coût de toutes les marchandises étrangères ainsi importées a dû s'accroître de plus en plus, à mesure que les cales se faisaient plus rares, les frets et les assurances plus chers.

Les difficultés de transport par voies ferrées se compliquèrent aussi, par suite de la guerre. Les énormes commandes données dans notre pays et aux Etats-Unis, par les principaux belligérants; la hâte qu'il fallait apporter à la livraison de ces marchandises, aux ports de mer où les attendaient des paquebots sous vapeur; le besoin intense de wagons de tout genre, pour toutes les compagnies de chemins de fer; le transport à peu près continu, à certaines périodes, de troupes canadiennes recrutées dans l'Ouest et le centre du pays et voiturées par convois spéciaux jusqu'aux ports d'embarquement; les exigences du ravitaillement de toutes ces troupes, tant qu'elles restaient au Canada; l'usure du matériel réparé à la diable et souvent laissé tel quel, tout cela contribuait à occasionner une congestion de plus en plus grande des voies ferrées, une pénurie signalée de wagons et de fourgons à marchandises disponibles pour le commerce ordinaire. [1] On ne saurait exactement définir le degré d'influence de telles conditions sur les prix des échanges commerciaux interprovinciaux et canado-américains consistant en grande partie en produits alimentaires, — pommes de terre venues à Montréal et dans l'Ontario du Nouveau-Brunswick, bestiaux et viandes de l'Ouest aux abattoirs et aux entrepôts de Toronto, de Montréal et d'ailleurs, dans l'Est; mais il est certain qu'elles ont accru quelque peu le prix des vivres et que, finalement, la masse des consommateurs s'en est ressentie— (ainsi, pour le prix du charbon fin 1916 et surtout aux premiers mois de 1917). On a pu, il y a quelques semaines seulement, se rendre compte de cette congestion de nos réseaux ferrés, quand la commission des chemins de fer fédérale est intervenue pour faire mettre encore plus de wagons, de locomotives et d'équipes au service des transports de munitions et de fournitures pour les gouvernements alliés, et a dû donner droit de préséance à ces convois spéciaux sur tous les autres transportant des marchandises pour le commerce intérieur. [2]

---

[1] M. Alfred Smith, le président du *"New-York Central"*, disait récemment qu'un chargement de marchandises se rendant en temps normal en 5 ou 6 jours de New-York à Détroit, ne fait maintenant le trajet qu'en 4 ou 5 semaines. La congestion est telle, en Amérique, qu'elle immobilise de 40,000 à 70,000 wagons marchands (*New York Post*, 24 janvier 1917). Le 1er février 1917, il y avait d'après la *American Railway Association*, 109,770 wagons à marchandises ainsi immobilisés, rien qu'aux Etats-Unis (*Gazette*, 19 février.)

[2] Voir les journaux de Montréal, de Toronto et d'Ottawa, notamment la *Gazette*, 3 janvier 1917, page 4, le *Devoir* du même jour.

II—*Les besoins des armées grossissantes*

Tandis que la facilité des échanges commerciaux diminuait, un autre problème se posait, demandant une solution immédiate: celui de vêtir, de chausser, d'alimenter et de soigner des millions d'hommes. Le monde n'était pas préparé à cela. Il lui fallait donc tirer sur ses réserves de tout genre. Nous avons déjà fait allusion à ces exigences de la guerre dans la première partie de cette étude. [1] Ce qui se passait en 1914 ne fut rien, à côté de la situation faite à l'univers en 1915 et en 1916, situation qui devient de plus en plus difficile à mesure que le conflit se prolonge et que les réserves vont s'épuisant. Jamais les soldats n'ont été aussi bien vêtus, aussi bien chaussés, aussi bien nourris et, advenant le cas de blessures ou de maladie, aussi bien soignés que ne le sont ceux des armées gigantesques de cette guerre. [2]

L'armée impériale, à elle seule, en passant graduellement, mais assez vite—en 24 mois—du chiffre de 200,000 à 4,000,000, a absorbé une part considérable des commandes de fournitures de guerre. On peut, en examinant quelques chiffres fournis par le *War Office* et commentés par la presse anglaise, américaine et canadienne, [3] se faire quelque idée de l'immense dépense en vivres, en vêtements et en chaussures qu'entraîne la guerre, au détriment des approvisionnements d'aliments, de lainages et de cuirs de l'univers, chez les neutres comme chez les belligérants. Ainsi, en temps de paix, l'Angleterre prenait pour ses soldats,chaque année, 1,149,000 verges d'étoffes de laine, 1,234,000 verges de flanelles, 632,000 verges de coton. Du mois d'août 1914 au mois d'avril 1916, elle acheta 117,000,000 de verges d'étoffes de laine, 84,000,000 de verges de flanelle et 194,000,000 de verges de coton. 20 à 25 pour cent de ces achats étaient faits pour le compte de ses alliés. Voici, du reste, à quoi servirent ces achats, dans l'armée impériale seulement:

ARTICLES	Moyenne annuelle, en temps de paix	Total pour 20 mois de guerre
Vestons d'uniforme	227,000	21,750,000
Pantalons d'uniforme	78,000	11,490,000
Costumes d'exercice	92,000	11,004,000

[1] *Revue Trimestrielle*, livraison de novembre 1916, pp. 248-249.

[2] Le secrétaire du commerce des Etats-Unis, M. Redfield, disait à Washington le 25 octobre 1916, (voir les journaux de cette date), que ces 20 millions de soldats dépensaient des vêtements comme une population civile de 80 millions et des vivres comme une population de 30 millions en temps normal.

[3] Le *Times*, de Londres et le *New-York Herald*, cités par le *Mail*, de Toronto 13 décembre 1916, la *Gazette*, 7 décembre 1916, le *Catholic Record*, 16 septembre 1916.

ARTICLES	Moyenne annuelle, en temps de paix	Total pour 20 mois de guerre
Pantalons d'exercice kaki............	73,000	1,134,000
Culottes.........................	13,000	1,167,000
Manteaux.........................	34,000	4,836,000
Casques..........................	222,000	11,088,000
Chaussettes (paires).................	980,000	54,684,000
Chandails et tricots.................	77,000	7,555,000
Caleçons.........................	194,000	23,144,000
Gilets...........................	....	8,855,000
Chaussures (paires)..................	227,000	21,750,000
Couteaux et fourchettes..............	....	23,000,000
Cuillers.........................	....	11,000,000

On ne comprend pas, dans les 21,750,000 paires de bottes ainsi achetées par l'Angleterre 7,000,000 de paires fabriquées pour le compte de la Russie.

Après avoir acheté 41 fois plus de flanelles, 61 fois plus de laines, 175 fois plus de coton pour ses armées qu'elle n'en employait en temps ordinaire, il a fallu que la Grande-Bretagne se préoccupât de nourrir ses soldats. En temps normal, pour alimenter 1 million de soldats, avec les rations ordinaires, le *War Office* avait besoin de 365,000,000 de livres de viande, fraîche ou gelée, 274,000,000 de livres de viandes en conserve, de 91,000,000 de livres de lard fumé, de 68,000,000 de livres de fromage, de la même quantité de confitures, de 22,000,000 de livres de lait condensé, de 14,000,000 de livres de thé, de 11,000,000 de livres de sucre, de 630,000 livres de poivre, de 450,000 livres de moutarde. Donc, pour savoir exactement ce qu'il a fallu que le Royaume-Uni achetât pour ses armées depuis le début de la guerre, il faut multiplier tous ces chiffres par 4 si l'on se souvient qu'll y a à peu près 4,000,000 d'hommes sous les armes dans le Royaume-Uni et sur la ligne de feu. Encore, ce calcul ne tient-il pas compte des légumes secs ou en conserves consommés par une telle population. On voit à quels totaux gargantuesques nous mènent ices statistiques pourtant établies sur les besoins actuels d'un ul des principaux belligérants. A quelle dépense inimaginable n'arriverions-nous pas si nous faisions entrer en ligne de compte la consommation des armées françaises, allemandes, autrichiennes, italiennes, etc. ?

Il a aussi fallu acheter les cuirs qui servent au harnachement des bêtes de somme et des chevaux de cavalerie et fabriquer des milliards de balles et d'obus, de fusils, de baïonnettes et de revolvers et des centaines de mille de canons de tout calibre, d'obusiers,

de bombes, de pelles, pour le creusage des tranchées. Il a fallu mobiliser des centaines de mille d'automobiles, de camions et de fourgons munis de moteurs puissants, ferrer tous les chevaux, garnir toutes ces voitures de pneumatiques ou de coussinets de caoutchouc qui s'usent promptement. Bref, on ne finirait pas d'énumérer tout ce que les belligérants ont dû acheter ou fabriquer, pour mener cette guerre. La consommation normale des métaux, des alliages de toute sorte, du caoutchouc, du cuir et le reste s'est centuplée. Si l'on songe aussi à l'activité fébrile déployée dans tous les chantiers de construction de navires, on ne s'étonnera pas de constater que le prix de gros des métaux utilisés dans les chantiers a passé de 111.4 qu'il était en novembre 1914, à 181.3 en novembre 1916. [1]

Les blessés et les malades de la guerre se comptent par millions, aujourd'hui. C'est toute une population qu'il faut recueillir panser, soigner, opérer, traiter longuement, et qui s'est ajoutée au chiffre normal des malades en temps de paix. On n'exagère pas en disant que la plupart d'entre eux ont été mieux soignés qu'ils ne l'eussent été dans la vie ordinaire. Des milliers d'hôpitaux ont parsemé de leurs pavillons les pays belligérants et même neutres et ont fait un prodigieux usage de médicaments et de produits pharmaceutiques de tout genre. Aussi, ceux-ci ont-ils atteint depuis août 1914 des prix insoupçonnés auparavant et dont la hausse s'est encore aggravée par la difficulté de se les procurer en quantité suffisante. Les pays d'Allemagne, grands fournisseurs de produits pharmaceutiques, ont vu leur exportation complètement arrêtée par le blocus et les prix de ces produits se sont élevés en conséquence. La hausse s'est fait sentir sur plusieurs produits d'usage courant dans les hôpitaux et ailleurs. Les antiseptiques, les désinfectants, les toniques, les fébrifuges, les sérums de tout genre ont doublé, triplé de prix. En novembre 1913, le chiffre moyen des prix de gros de 16 produits pharmaceutiques les plus usités, au Canada, — ils provenaient de l'extérieur pour la plupart — était de 111.6. Dès la guerre, il se mit à la hausse et, en octobre 1915, il touchait 235.5. En décembre dernier il était de 231.8. A la veille de la guerre, l'acide carbolique se vendait au prix de gros 30 sous la livre, au Canada; moins de quinze mois plus tard, on le payait $2.25 et, depuis, la hausse s'est accentuée; de même, tous les produits chimiques employés dans la fabrication des explosifs et pour le traitement des blessés, pour les œuvres de mort et les œuvres de vie, enregistraient, à cause de l'immense consommation qu'on en faisait partout, dans les laboratoires, les fabriques d'obus et les hôpitaux

[1] *Gazette du Travail* décembre 1916, page 2016.

des augmentations de prix extraordinaires. Une variété de soude, presque inemployée avant la guerre, passait de 3 sous la livre, en août 1914, à $6.75 la livre en décembre 1915 [1] et les prix ont continué leur marche ascendante, depuis. La quinine, qui se vendait 50 sous la livre avant la guerre, — prix de gros, — valait $2 la livre dès septembre 1914 et la hausse s'est continuée, à cause de la demande considérable, d'une plus faible exportation d'écorces de Java, de la fermeture du marché d'exportation de l'Allemagne qui en vendait 7 millions d'onces par an aux pays étrangers. De même, la grande demande d'opium et de ses succédanés,coïncidant avec l'entrée de la Turquie et des Balkans dans la guerre, — tous ces pays en produisent des quantités considérables, — a fait hausser le prix de cette drogue.

III—*La spéculation*

Les demandes considérables de produits de tout genre, sur les marchés des belligérants et des neutres, la diminution des réserves, l'augmentation des prix qui s'en est suivie, ont stimulé l'appétit du lucre d'une armée de spéculateurs. Les uns ont opéré sur les blés, d'autres, sur les viandes, ceux-ci sur les produits de la ferme, ceux-là, sur les commandes de fournitures de guerre. Pressés d'acheter, les gouvernements se sont laissé imposer de lourdes commissions et des prix exorbitants ,qui, dans bien des cas, ont servi de mesure aux transactions ne relevant pas de la guerre. Les accapareurs se sont donné libre carrière. Certains pays les ont mis à la raison. D'autres leur ont imposé de lourdes taxes, afin de faire rentrer dans les coffres de l'Etat une partie des sommes soustraites au public, par une suite de coups hardis. Comme on spéculait sur les fournitures de guerre, on a spéculé sur l'alimentation du peuple.[2] Il y a là un facteur indiscutable de la hausse actuelle des vivres. S'il est impossible d'en déterminer l'influence précise, il faudrait être aveugle pour n'en pas deviner l'action. Il ne conviendrait pas d'ajouter foi à toutes les histoires d'accaparement qui courent le public. Il n'en est pas moins certain, cependant, que plus d'un fournisseur ou d'un entreposeur n'a su résister à la tentation d'ajouter

---

[1] Voir *Wholesale Prices, Canada*, 1915, page 99, et la *Gazette du Travail*, décembre 1916.

[2] Le *Globe* de Toronto, (22 janvier 1917), raconte qu'un fermier de l'Ile-du-Prince-Edouard, ayant vendu ses pommes de terre 98 sous le sac mit dans l'un de ces sacs une note dans laquelle il demandait à celui à qui le sac écherrait de lui faire savoir quel prix il en avait payé. Un consommateur lui répondit qu'il en avait payé $2.25. A compter que le transport à Toronto eût coûté 20 sous, les intermédiaires avaient à eux seuls fait un profit de $1.07 sur un déboursé de $1.18. Cet exemple est typique.

quelque peu à la hausse forcée des produits, de se prévaloir de celle-ci pour grossir ses profits. Toutes les guerres ont eu leurs exploiteurs et leurs profiteurs. Celle-ci, dépassant en importance toutes celles qu'on a jamais vues, il serait surprenant qu'elle n'eût pas donné lieu à de nombreuses entreprises de profits illégitimes.

IV—*Nos dépenses de guerre et nos emprunts*

Dès le 20 août 1914, sir Thomas White, notre ministre des finances, demandait aux Communes un premier budget militaire de 50 millions pour faire face aux dépenses occasionnées par la guerre, jusqu'au 1 avril 1915 [1]. Les Chambres votaient ce budget sans barguigner. Le 11 février 1915, le même ministre demandait aux députés canadiens, un autre budget militaire de 100 millions. Ce budget était aussi voté à l'unanimité. [2] Un an plus tard (15 février 1916), pour une troisième fois, en évaluant à $158,000,000 nos dépenses de guerre à date, sir Thomas White revenait à charge et les Communes votaient, ce jour-là, pour fins militaires, 250 millions. [3] Cela faisait, en une vingtaine de mois, une dépense autorisée de $400,000,000. qui nous mène au 1er avril 1917. Il n'est pas exagéré de dire qu'à la fin de 1916, ce montant était en grande partie dépensé et que nous avions alors encouru à Londres des dettes de guerre de plusieurs autres millions, pour fournitures achetées pour le Canada par le *War Office* et distribuées à nos armées en campagne. Les 400 millions ainsi dépensés s'ajoutent presque en entier à la dette du Canada et la portent de 327 millions qu'elle était en août 1914 à 722 millions en décembre 1916. [4]

A différentes reprises,[5] sir Thomas White a prévenu les Chambres que nos recettes ordinaires, non plus que les impôts de guerre, ne suffiraient pas à fournir ces 400 millions et qu'il en faudrait emprunter la plus grande partie. C'est ce qu'il a dû faire. Deux emprunts de 100 millions chacun ont été lancés et couverts au Canada, fin 1915 et fin 1916. Pour le reste, le ministre des finances a obtenu des avances du trésor impérial, négocié des emprunts sur le marché américain et réussi à appliquer aussi une part des recettes de l'exer-

---

[1] *Débats des Communes*, 20 août 1914, page 25.

[2] *Débats des Communes*, 11 février 1915, page 88.

[3] *Débats des Communes*, 15 février 1916, page 840.

[4] Voir un état officiel paru dans les journaux de décembre 1916. Notre dette nette était, le 31 janvier 1917, de 745 millions, outre 97 millions dus à la Grande-Bretagne pour fournitures militaires. (*Débats des Communes*, 1 février 1917, page 377).

[5] Voir chacun des discours de sir Thomas White cités aux endroits déjà mentionnés, en date du 20 août 1914, 11 février 1915, 15 février 1916.

cice 1916-1917 au paiement de nos frais de guerre. Ces emprunts ont, naturellement, en même temps que l'accroissement de la dette nationale, grossi les charges d'intérêts payés par l'Etat à ses porteurs de titres. D'autre part, les provinces, les municipalités et les compagnies industrielles canadiennes ont aussi assez largement emprunté, en 1915 et en 1916. Un état de ces emprunts pour les trois dernières années civiles se résume comme suit:[1]

	1914	1915	1916
Emprunts des divers gouvernements canadiens	$85,415,330	$214,814,133	$200,665,300
Emprunts municipaux...	84,388,431	66,508,073	50,014,880
Emprunts des chemins de fer.................	59,405,666	37,915,665	5,640,000
Compagnies d'utilité publique..............	9,777,954	10,225,000	4,000,000
Emprunts industriels....	18,503,915	8,050,000	(inconnu)
Emprunts pour l'étranger	15,353,771	4,380,000	9,500,000
Totaux.........	$272,845,067	$341,892,871	$269,820,180

C'est dire que, *grosso modo*, en tenant compte que la guerre n'a commencé qu'au milieu de 1914, le Canada a emprunté, depuis lors, une somme de 748 à 750 millions. Ajoutés aux 3 milliards qu'il devait déjà, fin 1913,[2] ces emprunts portent presque à 4 milliards ce que nous devions de toutes façons, à la fin de 1916. Cela grossit d'autant nos services d'intérêts et le contribuable, qui les paie en définitive, s'en est ressenti, en 1915 et en 1916. Il faut se rappeler aussi que les gigantesques dépenses faites par les belligérants européens[3] portent sans cesse à la hausse les taux d'intérêts et le coût des emprunts, ce qui doit aussi entrer en ligne de compte.

---

[1] Revue financière annuelle du *Globe*, 2 janvier 1917, "*New Capital Issues*".

[2] Voir déclaration de sir George Paish, directeur du *Statist*, dans le *Telegram* de Winnipeg, décembre 1913 et *Revue Trimestrielle*, novembre 1916, page 240.

[3] Une plaquette de la *Mechanics and Metals National Bank*, de New-York, (citée par le *Mail & Empire*, Toronto, 20 novembre 1916), évalue ces dépenses pour tous les belligérants, à $105,000,000 par jour et à 75 milliards, 950 millions au total, si la guerre dure trois ans. M. Raphaël-Georges Lévy, expert financier, disait dans un article récent à la *Revue des Deux-Mondes* qu'à la fin de 1916 "la France aura doublé sa dette consolidée et contracté une dette flottante égale à la moitié de cette somme" (50 milliards de francs), qu'en Angleterre "les chiffres sont à peu près semblables" et que, "d'une façon générale, on peut dire que l'élévation de l'intérêt des fonds publics a varié entre 50 et 100 pour cent." Les budgets des belligérants seront, d'après lui, "au lendemain du cataclysme, au minimum le double de ce qu'ils étaient en 1913." Un relevé du *Federal Reserve Board*, de Washington, (4 janvier 1917), dit que les dettes nationales de la France, de

V—*Les impôts de guerre*

Pour payer les intérêts sans cesse grossissants de nos dettes fédérales, provinciales et municipales, il a fallu, nécessairement, trouver de nouvelles sources de revenus. Les provinces et les municipalités ont donc établi différentes taxes qu'il serait trop long d'énumérer ici. L'Etat, de son côté, en a inauguré de plus générales et d'un rapport plus considérable.

Dès août 1914, sir Thomas White en exposait une première série [1] que mentionne la première partie de cette étude. Les nouveaux impôts devaient rapporter approximativement $1,250,000 par mois, tant qu'ils dureraient. A la fin de décembre 1916, — après 28 mois, — le fisc avait dû percevoir de ce chef au moins 35 millions de recettes supplémentaires. En février 1915, les Chambres décrétèrent une série d'impôts additionnels [2] sur les banques, les compagnies de prêts, certaines compagnies d'assurance, les dépêches télégraphiques, les billets de chemins de fer, de paquebots, les lits de wagons-lits, les chèques, les mandats, lettres, cartes postales, connaissements, médicaments brevetés, parfumeries, vins mousseux et non mousseux, champagnes, ainsi que le relèvement de 7 et demi pour cent *ad valorem* du tarif ordinaire et de 5 pour cent *ad valorem* du tarif de préférence à l'Angleterre. Ces impôts, selon sir Thomas White, devaient rapporter pour le moins 30 millions par an. Du 1er avril 1915 au 31 décembre 1917 ces nouvelles taxes ont dû verser au fisc la somme globale minimum de 42 millions et demi, d'après les calculs du ministre. Enfin, en février 1916, [3] une troisième série d'impôts spéciaux frappait certaines compagnies ayant un capital-actions de $50,000 et plus, les obligeant à verser à l'Etat le quart de leurs profits annuels excédant, pour les compagnies à fonds social, 7%, et pour les entreprises particulières, 10% du capital employé dans leurs affaires. Cela, pour la période s'étendant du 4 août 1914 au 4 août 1917. De légers changements du tarif, rapportant aussi de nouvelles recettes, faisaient partie du troisième bordereau des impôts de guerre. L'ensemble de ceux que

[1] *Débats des Communes,* 20 août 1914, page 25.

[2] *Débats des Communes,* 11 février 1915, page 88.

[3] *Débats des Communes,* 15 février 1916, page 846. On trouvera à l'index général de tous ces débats, à la fin de chaque session, les dates auxquelles ces différents projets d'impôts subirent la discussion, aux Communes.

---

l'Angleterre, de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ont subi, au 1 décembre 1916, une augmentation approximative de $49,555,000,000. La dette de la Grande-Bretagne a passé de $3,449,150 en mars 1914 à $15.163,750,000 en novembre 1916. (*Post* de New-York, 4 janvier 1917).

le parlement ratifia à la session de 1916 devait donner, au dire du ministre des finances, une trentaine de millions. C'est donc rester en deçà de la vérité que d'évaluer à 100 millions le rendement total des impôts fédéraux nouvellement établis, depuis août 1914, par le ministère fédéral, pour raffermir l'assiette financière du Canada et procurer à celui-ci de nouvelles recettes. Ces 100 millions de déboursés additionnels n'ont pas été sans ajouter au coût de la vie, pour chacun des contribuables, appelé à en verser sa quote-part plus ou moins considérable, selon sa situation et son état de fortune.

VI—*La diminution de la main-d'œuvre*

Le parachèvement de nos réseaux de chemins de fer transcontinentaux avait libéré des milliers de manœuvres et d'ouvriers de tout genre. Dès la déclaration de guerre, les perturbations que les hostilités européennes causèrent dans l'industrie, au Canada et aux Etats-Unis, occasionnèrent un chômage tel que des dizaines de mille d'ouvriers se trouvèrent du soir au lendemain sans occupation. Notre entrée dans la guerre fut un exutoire à cette congestion de sans-travail, à cause du recrutement du premier corps expéditionnaire qui devait être de 20,000 et compta finalement 33,000 volontaires, aux premiers jours de septembre 1914. L'enrégimentation se poursuivit, absorbant peu à peu un nombre important d'artisans, de commis, d'employés jetés sur le pavé aux premières semaines d'août 1914. Les commandes de guerre commencèrent bientôt à nous arriver, améliorant ainsi, pour quelque temps, la situation de certaines industries, — celles des étoffes, des confections, des chaussures, de la sellerie et des conserves alimentaires, par exemple. A mesure qu'augmentait le nombre des recrues, le marché du travail reprenait son assiette, se vidant graduellement des gens inoccupés, portés ou vers les industries de guerre ou vers le régiment, avec ses soldes et ses avantages matériels immédiats. Le recrutement prit, entre autres, un grand nombre de gens sans emploi, dans les provinces de l'Ouest. D'autre part, les centres industriels, comme ceux de l'Ontario et aussi plusieurs villes du Québec, attirèrent dans les usines de guerre des milliers d'hommes sans travail. A la fin de 1915, le recrutement avait pris 200,000 hommes; il était exactement de 212,690, le jour où sir Robert Borden promit 500,000 hommes à Londres.[1] Il y avait également alors des dizaines de mille d'ouvriers employés dans les fabriques de munitions, ou de fournitures de guerre. Le recrutement augmentait; au cours de

[1] Voir les journaux du 3 janvier 1916, avec statistiques officielles des engagements militaires à cette date.

1916, il absorbait la presque totalité des gens sans emploi et les fabriques prenaient le reste. A la fin de décembre 1916, l'armée canadienne comptait plus de 380,000 hommes et le nombre des ouvriers et ouvrières pris par le travail et les commandes de guerre, dans 600 fabriques, était d'au moins 400,000. [1]

Ceci n'allait pas, toutefois, sans diminuer à la longue la main-d'œuvre agricole et industrielle ordinaire. Fait avec plus ou moins de méthode, aux premiers mois du conflit, le recrutement avait porté sur toutes les classes sans distinction. Dans l'ouest, nombre de gens employés aux travaux de l'agriculture s'enrôlèrent dans l'armée. Il en fut de même dans les provinces de l'est. Graduellement, la main-d'œuvre se fit rare pour les travaux de la ferme et les industries pacifiques. On peut compter qu'à la fin de 1915 il y avait, pris directement ou indirectement par la guerre, de 300,000 à 350,000 soldats et ouvriers. A la fin de 1916, le nombre oscillait entre 800,000 et 840,000, soit plus d'un-dixième de la population totale du Canada. [2]

Si notre participation à la guerre a résolu provisoirement la question des sans-travail, elle a, par ailleurs, compliqué le problème de la main-d'œuvre. "Le marché du travail est devenu de plus en plus restreint en 1916," écrit M. Bryce-M. Stewart, du ministère fédéral du Travail, à Ottawa.[3] "La main-d'œuvre devint de plus en plus rare, à mesure que le nombre des soldats canadiens s'approcha des 400,000 et que l'immigration diminua. L'activité anormale des industries métallurgiques devenait de plus en plus intense, le transport de plus en plus considérable de troupes, de munitions, de vivres pour le ravitaillement absorbait le maximum d'employés. L'activité fébrile des industries et des transports demandait un effort de plus en plus grand à nos houillères, à nos fabriques de munitions, etc."

La rareté de la main-d'œuvre s'est en conséquence fait sentir dans presque toutes les industries de paix et jusque dans celles qui alimentent les industries de guerre. Un technicien, M. F.-W. Gray, membre de l'*Institute of Mining Engineers* du Canada, écrivant sur ce sujet, aux premiers jours de 1917,[4] attribuait à ce manque de main-d'œuvre la diminution de rendement des mines de houille

---

[1] Discours de M. Flavelle, président de la commission des munitions, cité par la *Gazette*, 16 janvier 1917.

[2] Sir Robert Borden, évaluait dans son discours du 22 janvier 1917 (*Débats des Communes*, 1917, page 34), à 434,529 le nombre d'hommes du Canada en service à la fin de 1916, dans les corps d'armée canadiens, anglais et autres.

[3] Revue financière annuelle du *Globe* (Toronto), 2 janvier 1917.

[4] Revue financière annuelle du *Globe*, même date, *"Enlistment cripples coal mining"*.

néo-écossaises, dont on extrayait 7,263,485 tonnes en 1913, 6,650,000 tonnes en 1914, 6,630,000 tonnes en 1915 et 6,170,000 tonnes seulement, en 1916. Prévoyant une baisse encore plus considérable en 1917, — il estime que leur production ne dépassera pas les 5,750,000 tonnes de 2,240 lbs, — il écrit: "Cette diminution de rendement dépend de causes diverses, dont les principales et les plus importantes sont le départ de 5,000 mineurs de tout genre qui se sont enrégimentés, et le fait que le plus grand nombre de ces enrégimentés sont des mineurs d'expérience." [1] Ces enrégimentations ont surtout eu lieu en 1915. "Pendant la dernière année, le recrutement a pris moins de monde dans la région des houillères, mais, malheureusement, les autorités n'ont guère prévu la véritable importance du charbon dans la guerre actuelle avant que le rendement possible des mines n'eût été irrémédiablement affaibli pour jusqu'à la fin des hostilités." [2]

On comprend aisément que s'il en a été ainsi pour une des industries fondamentales du pays, plusieurs autres ont souffert des mêmes conditions. Le relèvement des salaires qui s'en est suivi dans presque toutes celles qui ont continué de fonctionner, a d'un côté bénéficié aux ouvriers et à la main-d'œuvre disponible; d'autre part, les salaires plus élevés ont accru le coût de revient de différents produits manufacturés, de même que celui des articles d'alimentation comme le beurre, le fromage, et celui des étoffes tissées au pays, par exemple. Cela, joint au prix de plus en plus élevé des charbons utilisés par l'industrie, a influé finalement sur le budget du consommateur, dans une proportion de plus en plus notable, à mesure que la main-d'œuvre se faisait plus rare et, partant plus dispendieuse. Il faut noter aussi que, par suite de l'amélioration de leur sort, des milliers d'ouvriers ont acquis des habitudes de dépense exagérée: autre cause, et non négligeable, du renchérissement de la vie.

VII—*Les récoltes depuis la guerre, surtout en 1916*

Quand la guerre éclata, les récoltes de l'univers, — ou plutôt de l'hémisphère nord, — n'étaient pas encore toutes terminées. C'est dire que la mobilisation, en quelques semaines, de millions

[1] *The decline in production has been caused by a combination of circumstances, foremost and chief among which are the loss of 5000 colliery workers by enlistment and the fact that a preponderating portion of those enlistments has been from among the skilled workers*". (Même article).

[2] "*During the past year recruiting has been restricted throughout the colliery districts, but unfortunately the true status of coal in this war was not realized by the authorities until the output capacity of the collieries had been irremediably crippled for the further duration of the war*". (Même article).

et de millions d'hommes laissa aux invalides, aux vieillards, aux femmes et aux enfants le soin de moissonner et de mettre à l'abri une partie des récoltes de 1914. D'autre part, les besoins des armées ainsi mobilisées accentuèrent la demande sur les marchés des farines et des blés, demande qui dépassa bientôt la normale. Les cours des céréales se mirent à la hausse et cet état de choses dure depuis lors. [1] Le renchérissement des blés fut surtout le plus important, puisque le pain de blé est un des premiers aliments des populations civiles comme des populations militaires et que le bouleversement économique du monde, causé par la guerre, fut loin de faciliter les approvisionnements de blés et de farines de tous les belligérants et aussi des neutres dont certains ne produisent guère de céréales. Il devint évident dès la première période de la guerre, que, si elle devait durer, elle menacerait d'épuiser les réserves de céréales du monde entier et d'affamer les pays dépendant surtout de l'importation pour leur alimentation.

Les pays belligérants et les nations neutres d'Europe encerclées par les pays en guerre, comme la Suisse et la Hollande, durent compter, dans une large mesure, pour se ravitailler, sur les pays extra-européens, principalement sur l'Australie, les Indes, l'Argentine, les Etats-Unis, et le Canada. La Roumanie, pendant quelque temps, vendit du blé aux principaux belligérants, à tour de rôle. Son entrée dans le conflit l'élimina bientôt de la classe des fournisseurs, surtout depuis la fin de 1916, quand une grande partie de son territoire fut conquis par les armées teutonnes. Le blocus des Dardanelles, à la suite de l'entrée en guerre de la Turquie, avait aussi fermé complètement le seul débouché véritable que la Russie avait pour le déversement de ses grains en Europe, la Baltique étant devenue dès les premières semaines du conflit une mer presque impossible à la navigation commerciale. Au surplus, les exploits des croiseurs allemands dans l'Océan Indien et sur d'autres mers rendirent dangereux, pendant un certain temps, le transport des céréales australiennes et indoues. L'Argentine, le Canada et les Etats-Unis devaient dès lors se placer au tout premier rang des fournisseurs de blés de l'Europe, — c'est-à-dire des neutres et de la coalition anglo-française, — et garder ce rang jusqu'à la fin de la guerre.

Les récoltes de blé de 1914, dans les principaux pays qui en produisent, ont été, tant du fait de la guerre qu'à cause de différentes autres circonstances, inférieures à la moyenne des années précédentes. Le *Bulletin de statistique agricole et commerciale de l'Institut*

[1] *Wholesale Prices, Canada,* 1915, pages 31 et ss.

international d'agriculture, publié à Rome, la plus haute autorité en cette matière, résume dans les totaux suivants, à compter de 1910, les récoltes de blés des 31 principaux pays qui en sèment: [1]

1910	3,511,448,000 minots.	1913	4,031,952,000 minots
1911	3,502,601,111 "	1914	3,493,022,000 "
1912	3,804,579,000 "		

Il s'ensuivit que, dès l'automne de 1914, par suite du concours de différents facteurs déjà énumérés, les blés et les farines atteignirent des prix de plus en plus élevés. Aux premiers mois de 1915, les cours étaient encore à la hausse, à cause de l'impulsion déjà donnée dès le début de la guerre, des agissements des spéculateurs, et de la difficulté des transports maritimes. Le pain avait monté dans la plupart des villes canadiennes, surtout à Montréal, dès septembre et octobre 1914. Il resta au prix qu'il avait atteint au début de 1915 pour connaître des prix plus forts, en 1916; il en fut ainsi de la farine. Il y eut quelque fléchissement dans le cours de blés aux halles de Chicago et de Winnipeg, et le prix qui avait été de $1.67 le minot, au printemps de 1915, descendit jusqu'à $1.16 à la fin d'août 1915, alors que les nouvelles récoltes s'annoncèrent comme extraordinairement abondantes.

De fait, elles l'étaient presque partout. De 3,493,022,000 boisseaux de blé récoltés en 1914, elle passait, en 1915, au total de 4,349,030,000 boisseaux pour les pays précédemment mentionnés. C'était la disette ajournée. Les agriculteurs des différentes contrées avaient compris l'importance d'assurer le pain quotidien à la population universelle. Stimulés par les gouvernants, qui désiraient entasser des réserves pour les mois à venir, activés par le désir de vendre leurs blés à des prix élevés, les producteurs de blé s'étaient mis à l'œuvre. Dans les pays belligérants, les réformés, les vieillards, les femmes et les adolescents avaient semé et récolté, travaillant sans relâche. Chez les neutres et dans les pays éloignés de la guerre, le travail avait été intense. La récolte était belle, malgré les premières nouvelles pessimistes venues au sujet des blés australiens, argentins et indous, qui ne rapportaient pas autant qu'on l'avait espéré et dont la condition avait été un premier facteur de hausse. "En janvier 1915, on déclara que la récolte de blé de l'Australie n'était que de 25 millions de boisseaux au lieu des 103 millions enregistrés l'année précédente. Quelque temps après, la récolte de la République Argentine, qui avait été évaluée, non officiellement, à 200 millions de boisseaux, se réduisit

[1] Cité par *Wholesale Prices, Canada*, 1915, page 32.

à 168 millions contre 113 millions, l'année précédente. Enfin, la récolte des Indes, d'abord évaluée à 400 millions de boisseaux, descendit à 283 millions." [1] Peu après, néanmoins, les récoltes de l'Amérique du Nord accusèrent une augmentation considérable,sur les années précédentes. Aux Etats-Unis seulement, les emblavures de 1915 avaient dépassé de 4 millions d'acres celles de 1914. D'autre part, au Canada, elles avaient été plus fortes que jamais. Cela rétablit l'équilibre, rompu à la déclaration de la guerre; mais ce rétablissement ne produisit pas tout l'effet dont il était susceptible, à cause de l'augmentation du coût des transports économiques et du jeu de l'offre et de la demande.

En effet, la rareté relative des cales, les raids allemands sur les navires océaniques, les exigences des armateurs déterminèrent une hausse considérable des taux de fret dans tous les ports. En juillet 1914, le prix de transport du blé par boisseau, de New-York à Liverpool, était de 5 c. 3. En janvier 1915, il était de déjà 20c. 5, en septembre, de 26 c. 6, en novembre, de 40 c. 6. De Buenos-Ayres à Liverpool, il passait de 6 c. 9 le boisseau, en juillet 1914, à 55 c. 5 en novembre 1915, et, en décembre, il était de 73 c. 3. [2]

En 1915, donc, si la récolte avait été généralement excellente, elle avait donné au Canada et aux Etats-Unis des rendements merveilleux. Jamais ni l'un ni l'autre pays n'ont produit autant de blé. De 161,280,000 boisseaux en 1914, notre production sautait à 376,303,000 en 1915. Les récoltes de Etats-Unis montaient de 891,017,000 boisseaux de blé en 1914 à 1,011,505,000 en 1915. Les deux pays donnaient donc, en 1915, un total de 1,387,808,000 boisseaux contre 1,052,297.000 en 1914, soit un surplus approximatif de 335,511,110 pour 1915. Les deux pays, à eux seuls, propre et en tenant compte de leurs besoins ordinaires pour leur consommation et les semailles suivantes, ainsi que d'une quantité assez considérable de blé impropre à la mouture, [3] avaient cette année-là, un reliquat exportable de 456 millions de boisseaux. [4] Les fortes commandes de l'Europe, la spéculation et les prévisions plutôt défavorables des récoltes australiennes et argentines firent que, malgré ces surplus exportables, les prix se tinrent au-dessus de ce qu'ils avaient été pendant les années normales. Les récoltes de blé de 1916 et leur mauvais rendement, en comparaison de celles de 1915, causèrent, aux derniers six mois de l'année dernière, des

[1] *Le livre de guerre du cultivateur*, 1916, pp. 155 et ss., article *Le blé et la guerre*, de M. T.-K. Doherty, commissaire de l'Institut international d'agriculture à Ottawa.

[2] Même ouvrage, page 159.

[3] Même ouvrage, page 166, évaluation de Broomhall, de Londres.

[4] Même ouvrage, pages 166 et 167.

hausses sensationnelles dans les prix des farines et des blés. Des farines qui se vendaient, à Montréal, $5.25 le baril, (prix de gros) en 1914, et qui s'étaient vendues $5.95 à l'automne de 1915, montèrent à $10.30 et même à $10.80 en octobre et novembre 1916.[1] Le cours des blés dépassa même $2 le minot à Chicago et à Winnipeg, à la même époque; il n'avait jamais atteint cette cote sur les marchés américains depuis la guerre de Sécession.

La part faite des spéculations intenses et de l'effet du blocus des Dardanelles, empêchant l'exportation de millions et de millions de tonnes de blés russes, il faut noter que les récoltes de 1916 furent à peine dans la moyenne. Ainsi, la moyenne des surfaces emblavées, au Canada, de 1909 à 1913, avait été de 10,494,000 acres. En 1915, elle s'éleva à 12,896,000 acres, et tombait en 1916 au-dessous de 10,085,000 acres, soit 77.7 pour cent de la mise en valeur de 1915 et 96 pour cent de la moyenne des quatre années que nous venons de mentionner. Aux Etats-Unis, les emblavures de 1916 n'occupèrent que 85 pour cent de la superficie de 1915. Le Canada, qui avait coutume de donner un rendement moyen annuel, (de 1910 à 1913), de 204,711,000 boisseaux de blé, n'en donna que 159,126,000 en 1916, soit 77.7 pour cent de la moyenne ordinaire, 42.3 pour cent de la récolte de 1915. Pareillement, les Etats-Unis avaient de 1909 à 1913 un rendement annuel moyen de 686,701,000 boisseaux. Leurs récoltes de 1915 furent de 1,011,522,000 boisseaux, et celles de 1916, de 607,566,000 soit 56.1, pour cent de la récolte de 1915, 76.7 seulement de la moyenne quinquennale 1909-1913. Le rendement à l'acre qui avait été de 29 boisseaux, au Canada, en 1915, ne fut que de 15.76 en 1916, alors que la moyenne annuelle 1910-1913 était de 19.48. Aux Etats-Unis, il fut de 16.95 boisseaux à l'acre en 1915, contre 10.75 en 1916, et 14.35 pour la période 1909-1913. Quatorze pays de l'hémisphère nord, qui cultivaient, en 1915, 197,764,000 d'acres de blé, donnant 3,056,-405,000 boisseaux de blé, soit 15.45 boisseaux à l'acre, ne cultivaient en 1916 que 171,208,000 acres et ne récoltaient que 2,218,354,000 boisseaux de blé, soit 12.85 boisseaux à l'acre.[2]

---

[1] Voir tous les journaux d'octobre et novembre 1916, aux cours des blés et de la farine, notamment la *Gazette* de Montréal et la *Gazette du Travail*, livraisons de novembre et de décembre 1916. Pour les cours de 1915, voir *Wholesale prices, Canada*, pages 59 et 164-166.

[2] *Bulletin de statistique agricole et commerciale de l'Institut international d'agriculture*, Rome, cité par la *Statistique Mensuelle* du ministère du Commerce, Ottawa, novembre 1916, pp. 310 et ss. Un bulletin tout récent (20 janvier 1917, paru dans les journaux de la fin de janvier) note un rendement définitif et total du blé sensiblement plus élevé que ces chiffres, qui datent de novembre. Mais, la qualité du blé est telle que cela n'améliore guère la situation, puisque ce bulletin note que, "pour le blé, le poids, au boisseau mesuré, est le plus petit qui ait jamais été enregistré au Canada".

La hausse persistante des taux de fret d'Amérique en Europe, déjà mentionnée, se poursuivit en 1916 comme en 1915. Fin 1915, il en coûtait 38 c. 8 pour le transport d'un boisseau de blé de New-York à Liverpool et 73 c. 3 de Buenos-Ayres au même port. En janvier 1916, le fret de New-York à Liverpool était monté à 40c.6 et de Buenos-Ayres à 91c. 2, et, en février, ces taux de fret étaient de 50c. et 94c. par boisseau.

Si la hausse n'avait affecté que le blé, en 1915 et 1916, le consommateur eût encore pu se tirer d'affaire. Mais la hausse des autres céréales et de légumes comme la pomme de terre par exemple, aggrava la situation La production des substances alimentaires en Amérique a été, dans l'ensemble, durant 1915 et 1916, inférieure à la moyenne des quatre années d'avant la guerre. [1] Ainsi le Canada donnait, en moyenne, pendant cette période (1909-1913), 2189,000, boisseaux de seigle, 42,755,000 boisseaux d'orge, 326,243,000 boisseaux d'avoine. Il a dépassé la moyenne du rendement de ces grains en 1914; mais, en 1916, il n'a produit que 41,318,000 boisseaux d'orge, et s'il a donné, en 1916, une douzaine de millions de boisseaux d'avoine de plus que la moyenne, il n'en a produit que 351 millions de boisseaux contre 523 millions en 1915. Les surplus pour exportation et les reliquats permettant de se rendre aux récoltes de 1917 ont diminué pour toutes les céréales, — blé, seigle, orge, avoine, — et peut-être les prix de 1917 dépasseront-ils même ceux de 1916, à cause de l'appauvrissement graduel des magasins, de même que par suite de la demande sans cesse grandissante.

La récolte des légumes et des racines alimentaires ne fut pas non plus en 1915 et en 1916, aussi abondante qu'en 1914 et pendant les années précédentes; il faut voir là une des causes, — certes puissamment aggravée par la spéculation, — des hausses que subit en 1915 et en 1916, le prix des pois, des haricots, et surtout des pommes de terre, qui tiennent jusqu'ici une large place dans l'alimentation des familles peu aisées. La récolte de pommes de terre, en 1914 fut abondante dans le Nouveau-Brunswick, le Québec et l'Ontario [2]. En mai 1915, les pommes de terre se vendaient, par lots d'un wagon à marchandises, 42 sous et demi le sac de 90 livres au lieu de $1.05 l'année précédente. Mais, en 1915, les gelées, les pluies continues abaissèrent le rendement de ces précieux tubercules, comparé à celui de l'année précédente, de 45% au Nouveau-Brunswick et de 25% dans l'Ontario. L'année 1916 donna des résultats encore moins bons, soit 61,128,000 boisseaux contre 62,-604,000 en 1915, pour le pays entier. Aussi le producteur qui

---

[1] Voir la *Statistique Mensuelle* à l'endroit déjà cité dans la note précédente.
[2] *Wholesale Prices, Canada*, 1915, page 57.

vendait, en cette dernière année, les pommes de terre 57 sous le boisseau au premier intermédiaire, en recevait-il 81 sous en 1916.[1] Les navets et autres racines qui avaient donné un rendement total de 64,281,000 boisseaux en 1915, ne donnèrent que 41,256,000 boisseaux (et encore de qualité inférieure), en 1916. La valeur moyenne, du producteur au premier intermédiaire, en passa de 1915 à 1916 de 26 à 41 sous le boisseau.[2] Il en fut de même des fèves, que nous avions coutume d'importer en grande quantité de différents pays d'Europe et des Etats-Unis. La production de ce légume au Canada diminua, la hausse commença et bientôt s'aggrava parce que certains pays, — le Michigan, par exemple, où nous avions coutume de nous approvisionner—virent leur récolte considérablement amoindrie par un été très pluvieux, et aussi parce que l'Europe nous en demanda des quantités considérables. Il en fut de même pour les pois, dont, au reste, nous ne produisons pas assez pour notre propre consommation. Ici encore la récolte tombait de 3,478,850 minots en 1915 à 2,166,000 minots en 1916.[3] De toute façon, donc, non seulement nos surplus destinés à l'exportation ont diminué,[4] mais nos récoltes de 1916 ont été telles qu'il a fallu y suppléer, en certains cas, par l'importation; cela, joint à une exportation intense, a provoqué la hausse que l'on sait sur les blés, la farine, le pain, les légumes et les légumineuses de tout genre et cette hausse s'est surtout fait sentir vers la fin de 1916.

VIII—*Exagération des exportations du Canada*

Notre commerce allait sans cesse croissant avant la guerre. Il atteignait, en 1911, importations et exportations réunies, la somme de $828,614,120, dont plus de $502,000,000 à l'importation. En 1912, il était de $1,023,641,142, dont plus de $635,000,000 pour importations. C'était la première fois qu'il touchait le milliard. Durant l'année qui précéda la guerre, il se totalisait à $1,147,653,242; les importations prédominaient encore, puisqu'elles étaient de $659,000,000. En 1914, le chiffre des exportations commença à se rapprocher sensiblement de celui des importations. Notre commerce extérieur total, qui était, cette année-là de $1,062,118,179, se divisait ainsi: exportation de produits domestiques, $379,295,854,

---

[1] *Statistique mensuelle*, Ottawa, novembre 1916, pages 292 et ss.

[2] *Statistique mensuelle*, novembre 1916, page 292.

[3] *Statistique mensuelle*, octobre 1916, no 98, page 268.

[4] Ils étaient de 289,369,196 boisseaux de blé en 1915, de 99 millions et demi seulement, fin 1916. (*Le livre de guerre du cultivareur*, 1916, page 166, la *Statistique mensuelle* d'octobre 1916, pages 283-284.)

contre $481,319,300 d'importations. Finalement, en 1915, première année complète de guerre, les exportations prirent le dessus sur les importations, ce qui ne s'était pa vu depuis la période 1896-1901. L'ensemble de notre commerce extérieur était, pour cette année-là, de $1,253,649,784, dont $614,129,845 pour les exportations et $410,547,774 pour les importations.[1] C'était le début d'une période d'exportation intense, dont il est encore impossible de prévoir la fin. Notre commerce extérieur pour 1916 a été encore plus considérable. Pour se renseigner sur cet accroissement on peut consulter les statistiques publiées par le ministère du commerce. Ainsi, pour l'année civile 1915, l'ensemble de nos opérations commerciales extérieures était de $1,253,649,784, tandis que pour l'année civile 1916, le grand total est de $2,112,992,931.[2] Les exportations domestiques y prédominent, elles sont de $1,091,706,403. Les importations pour consommation sont de $766,726,891, les échanges du numéraire, de $233.821,038.

L'accentuation constante de notre commerce d'exportation, depuis 1914, paraît être une des principales causes de la hausse actuelle. Elle s'accompagne d'une diminution de plus en plus marquée de nos réserves alimentaires, et d'une consommation domestique qui va grandissant. En 1915, l'énorme quantité de blé récolté dans toute l'Amérique du nord a créé un courant considérable d'exportation vers l'Europe. On aurait pu croire, au premier abord que le médiocre rendement des récoltes de 1916 se traduirait, en Amérique, par un fléchissement notable du commerce extérieur. Il n'en devait rien être. Les commandes de la Grande-Bretagne et des pays belligérants, dont les ressources matérielles diminuent graduellement, à mesure que la guerre se prolonge, empêchèrent toute rétrogression et donnèrent même à nos exportations une impulsion qui devra durer jusqu'à la fin du conflit.

L'accroissement rapide et disproportionné, peut-on dire, de nos exportations, devait avoir une influence ma quée sur le prix de tous les produits canadiens; il était logique que l'accroissement des exportations, faites par les Etats-Unis, rendît la situation encore plus difficile. En effet, la proximité des deux pays, l'ampleur des échanges commerciaux de la république voisine, notre interdépendance économique et commerciale respective, font que, si les récoltes manquent partiellement chez l'un, il peut avec assez de facilité y suppléer, en temps normal, par des achats chez son voisin. Cela peut affecter les prix, mais la hausse est de peu de conséquence en

[1] *Wholesale Prices, Canada,* 1915, page 5. Ces chiffres sont pour l'année civile.

[2] *Bulletin hebdomadaire du Commerce,* no 679, page 283.

somme. Les circonstances ne sont plus les mêmes, depuis la guerre. L'influence stabilisatrice que ce voisinage doit normalement exercer a été entravée d'abord par l'immense demande extérieure, — plus la demande est grande plus les prix montent, — ensuite par le rendement, inférieur à la moyenne normale, des récoltes de 1916, tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Des récoltes extraordinaires aux Etats-Unis eussent pu apporter quelque remède à la situation, chez nous, à la fin de 1916. Le fait qu'elles ont en partie manqué simultanément, là comme chez nous, complique le problème de la vie chère. Il suffit de noter en passant, pour s'en rendre compte, la marche des exportations par les Etats-Unis des produits de la terre, depuis 1914. Ainsi, une statistique publiée par le ministère du commerce, de Washington, en septembre dernier, établit que pendant les 3 premiers trimestres de 1914 ces exportations atteignaient une valeur de $616,289,986, passant à $1,034,625,551 pendant les trimestres correspondants de 1915 et à $1,008,338,000, pendant la période correspondante de 1916.

Nos exportations des produits des champs et de la ferme ont graduellement augmenté depuis deux ans, et se sont dirigées surtout vers la Grande-Bretagne, la plus puissante acheteuse de toutes les nations belligérantes. Nos viandes, nos grains, nos farines, notre poisson, nos provisions de tout genre, œufs, beurre, fromage, nos cuirs, sont partis de nos ports de mer à pleins paquebots, depuis août 1914, mais surtout en 1915 et en 1916. De telles expéditions de denrées alimentaires n'étaient pas de nature à tenir les prix stationnaires au Canada, encore moins à les faire diminuer. On sait quelles hausses les cours des viandes, des grains, des provisions ont enregistrées, depuis la déclaration de guerre. Une statistique officielle montre comme ces hausses ont coïncidé avec le développement de nos exportations. La voici résumée, en un tableau qui en enregistre le mouvement pour les années 1913, 1915 et 1916.[1] Elles, sont éloquentes, dans leur concision:

Exportations de certains produits du Canada en 1913 (année de paix) en 1915 et 1916 (années complètes de guerre)

	1913	1915	1916
Produits des pêcheries...	$20,237,000	$21,673,000	$24,340,000
Animaux et viandes.....	51,612,000	94,513,000	117,909,000
Produits agricoles.......	208,642,000	230,644,000	364,605,000
Totaux...........	$280,491,000	$346,830,000	$506,854,000

[1] *La Gazette*, 29 janvier 1917, statistiques fédérales officielles.

Si l'on étudie par le détail l'exportation de nos principales denrées alimentaires, il devient de plus en plus évident que l'exportation illimitée de ces produits est en partie la cause du renchérissement des prix. Certes l'augmentation des prix, d'un mois à l'autre, grossit les statistiques, mais il y a tout de même augmentation quantitative. [1] Ainsi, les statistiques des viandes exportées ne manquent pas d'intérêt, sur ce point. Les deux viandes les plus chères, sur le marché canadien, les deux qui servent surtout à l'alimentation générale, comme à celle des armées en campagne, sont le porc et le bœuf. Du 31 mars 1913 au 31 mars 1914, nous exportions 1,940,077 livres de bœuf, du 31 mars 1914 au 31 mars 1915, — huit mois de guerre, — nous en exportions 13,617,707 livres, et du 31 mars 1915 au 31 mars 1916, 19,669,701 livres. Pour la viande de porc, nos exportations étaient, durant les mêmes périodes, de 780,306, puis de 1,968,941 et enfin de 21,409,087 livres. Or il faut se souvenir que la hausse des viandes, depuis août 1914, s'est surtout manifestée sur le bœuf et le porc. [2] Une des viandes dont la guerre a le plus affecté les cours, c'est le *bacon*, (lard fumé). Or, durant l'année terminée le 31 mars 1914, nous en exportâmes 23,859,754 livres, en 1914-1915, 76,801,419 livres et, durant l'exercice expiré le 31 mars 1916, 144,918,867 livres. [3] Cette augmentation s'explique par le fait que le bacon est une des principales rations de l'armée anglaise et de consommation universelle dans les Iles Britanniques.

Pour exporter d'aussi considérables quantités de viandes de tout genre, il a fallu entamer nos réserves, pratiquer de larges cou-

[1] Le *bulletin hebdomadaire des statistiques commerciales canadiennes*, 12 février 1917, volume XVI, no 681, publie un rapport de l'agent du commerce canadien à Londres, M. Harrison Watson, qui dresse comme suit (page 384) une liste de nos principales exportations d'aliments faites par le Canada au Royaume-Uni, en 1915 et en 1916, (années civiles); cette liste établit bien l'augmentation quanttative de nos exportations à destination du Royaume-Uni.

	1915		1916	
Blé	19,725,300	quintaux	21,549,200	quintaux
Farine de blé	3,361,260	"	4,227,611	"
Orge	704,100	"	2,832,600	"
Avoine	386,200	"	1,764,400	"
Pois	10,480	"	12,610	"
Maïs	148,000	"	2,174,000	"
Lard fumé	864,185	"	1,594,114	"
Beurre	24,411	"	101,531	"
Fromage	1,315,177	"	1,505,018	"
Saumon en conserve	387,171	"	479,634	"
Homard en conserve	38,610	"	50,108	"
Oeufs	912,326	*great hundreds*	1,431,778	*great hundred*

(Le *great hundred* renferme dix douzaines.)

[2] *Citizen*, Ottawa, 21 novembre 1916, supplément commercial.

[3] *Globe*, Toronto, 7 novembre 1916, tableau en page du commerce.

pures dans nos troupeaux, abattre plus d'animaux qu'il n'était prudent de le faire. Or, dès avant la guerre, nos réserves de bétail diminuaient d'année en année. On peut s'en convaincre, en notant les chiffres suivants: [1]

Etat des troupeaux canadiens

	1911	1916
Bêtes à cornes de boucherie...........	3,939,000	3,826,000
Agneaux et moutons....................	2,175,000	1,965,000
Porcs.................................	3,610,000	2,814,000
Totaux................................	9,724,000	8,605,000

C'est donc un déficit de plus d'un million de têtes, pendant une période où la consommation augmente. Ce qui est plus inquiétant et contribue en même temps que l'exportation canadienne à la hausse des viandes, dans toute l'Amérique du Nord, c'est la diminution graduelle des troupeaux aux Etats-Unis, en même temps que l'accroissement des exportations de viandes de ce pays. En 1914, d'après un bulletin officiel de Washington [2], les Etats-Unis ont exporté 455,000,000 de livres de viandes; en 1916, leurs exportations, de ce chef, qui avaient été de 885,000,000 de livres en 1915, se totalisaient à 1,339,000,000 de livres; et cependant, du 1er janvier 1907 au 1 janvier 1917, le nombre de bœufs propres à la boucherie passait, dans la république voisine, de 51,166,000 à 40,849,000 têtes, et celui des moutons y diminuait de 5,000,000. [3] Cela devait nécessairement affecter le prix des viandes, au Canada, tout comme, par exemple, la France se ressentait de la diminution de ses troupeaux de bœufs, où ils comptaient 14,787,810 têtes en 1914, contre 12,666,000 têtes peu de mois plus tard. De même les troupeaux de moutons de France passaient de 16,131,390 têtes en 1914 à 12,079,211 unités en juillet 1916. Comment s'étonner, après cela que le prix des viandes ait monté partout? [4] Comme la cherté du bœuf et les énormes exportations qu'on en fait, chez nous, ainsi que du porc, en font hausser les prix, tout le marché s'en ressent, les

[1] *Statistique Mensuelle,* Ottawa, juin 1916, no 94. Pour les exportations américaines, voir dans le *Saturday Evening Post,* de Philadelphie, 10 et 17 février 1917, deux articles de Forrest Crissey: *The shrinking dollar bill.*

[2] Cité par *America,* 21 octobre 1196.

[3] *Bulletin du ministère de l'Agriculture,* Washington, cité par le *Boston Transcript,* 22 janvier 1917, chronique agricole.

[4] Journaux français du 1er novembre 1916, citant une communication de M. Massé, ancien ministre du Commerce.

autres viandes montent aussi à cause de la demande ainsi créée. La cherté du bœuf et du lard, causée par les énormes exportations que nous en faisons, crée naturellement une demande anormale des autres viandes et le prix s'en élève en proportion. Nos cultivateurs, tentés par les prix élevés ont, de ce fait, manqué de prévoyance; ainsi, en 1915, ils ont amené à l'abattoir 125,556 veaux, contre 103,269 en 1914.[1] C'est couper son blé en herbe et établir, pour longtemps, la cherté de la viande de bœuf.

Nos exportations de céréales et de farines depuis le commencement de la guerre, sont également à noter. Pendant les 12 mois clos en octobre 1915, nos exportations de blé atteignaient une valeur de $101,017,344, nos exportations de farine de blé, $27,539,316; en même temps, nous envoyions à l'étranger de l'orge pour $1,957,748, de l'avoine pour $8,521,926. Pendant la période correspondante close le 31 octobre 1916, nous exportions du blé pour $263,580,640, de la farine pour $46,008,918, de l'orge pour $6,923,403, de l'avoine pour $35,022,810.[2] Du port de Montréal, il partait, en 1916, pour l'Europe 4,575,989 sacs de farine de blé, contre 1,613,214 en 1915.[3]

Les œufs, le beurre, le fromage ont aussi été exportés en larges quantités, en 1915 et en 1916. Les exportations d'œufs canadiens ont été considérables. En 1910, nous en exportions 164,835 douzaines; ce chiffre sautait à 485,202 douzaines en 1914 et, en 1915, à 4,710,029 douzaines. Pendant la saison de navigation fluviale, en 1916, il est parti de Montréal à destination de l'Europe 373,295 caisses d'œufs[4] contre 279,879 pendant la saison de 1915, et 112,605 caisses pendant la saison de 1914. Pendant celle de 1913, il n'en était parti de Montréal pour outre-mer que 3,723 caisses. Les exportations de beurre canadien avaient été de 979,047 livres en 1913, de 1,352,875 livres en 1914. En 1915, Montréal expédiait 54,594 boîtes de 56 livres. Et, pendant la saison de 1916, ce chiffre passait à 177,189 caisses,[5] soit 9,932,584 livres contre 3,051,720 en 1915. Les exportations de fromage canadien se sont aussi sensiblement accrues, depuis quelques années, notamment depuis la guerre. Montréal, qui est le point principal d'expédition du fromage à destination de l'Europe, comme pour le beurre du reste, en expédiait, pendant la saison de 1914, 1,482,538 boîtes de 82 livres

---

[1] La *Gazette Agricole*, Ottawa, septembre 1916, page 822.

[2] *Bulletin hebdomadaire du Commerce*, Ottawa, no 678, page 211.

[3] *Export trade in Canadian products*, Gazette, Montreal, 1917, page 165.

[4] *Export Trade in Canadian Products*, 1916, *Gazette*, Montréal, page 175. Une caisse d'œufs en contient 36 douzaines.

[5] Même publication, page 136.

chacune, 1,851,731 boîtes en 1915 et 2,142,699 boîtes en 1916.[1] Ces seules statistiques expliquent assez l'influence des exportations sur les prix qui se font de plus en plus élevés, chez nous. Ainsi, en 1914, le prix d'une boîte de fromage, sur le marché de gros, était de $11.07; à la fin de 1916, ce prix avait atteint une moyenne de $15.26. Le prix de gros moyen d'une caisse de beurre, de $15.45 en 1914, était passé, à la fin de 1916, à $19.14.[2]

Il importe de noter, enfin, que, surtout depuis le commencement de la guerre, les prix du marché canadien s'établissent parallèlement à ceux que l'on offre dans les grands ports d'importation d'outre-mer, ou sur les marchés anglais. Quand l'agent d'une maison anglaise, chez nous, offre jusqu'à 43 sous la livre pour le beurre, comme cela s'est vu au cours de l'automne 1916, le prix du beurre se trouve ainsi déterminé sur le marché canadien: et il en est de même pour tous les produits. C'est ce qui explique, en partie, la hausse des œufs, du beurre et des viandes, si marquée au cours de 1915 et surtout durant 1916. L'absence de tout embargo, qui limiterait par exemple les exportations canadiennes aux marchés des alliés, et empêcherait nos marchandises de prendre aussi la route des pays neutres, contribue également à la hausse; car, plus il y a d'acheteurs, moins le producteur est pressé de livrer sa marchandise même à des prix rémunérateurs, mais inférieurs pourtant à ceux qu'il sait pouvoir en obtenir un peu plus tard. Les entrepôts frigorifiques, dont les avantages sont indiscutables pour la conservation des produits alimentaires[3] permettent, incidemment, aux accapareurs d'empêcher d'arriver au marché certaines denrées périssables de leur nature et de ne les revendre à prix surfait qu'à la saison où il s'en produit moins.

L'avenir

En 29 mois de guerre, le nombre-indice des prix de gros,au Canada, a passé de 134.8 (juillet 1914) à 204.8 (décembre 1916), soit une hausse de 70 points exactement.[4] Rien, dans la courbe suivie par ce nombre-indice depuis le début des hostilités, ne fait prévoir un recul ou même un arrêt de la hausse du coût de la vie, d'ici à la fin des hostilités. A supposer que quelques-unes des causes momentanées du renchérissement de la vie disparussent, — et cela

---

[3] Même publication, page 118.

[1] Même publication, pages 119 et 137.

[2] *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, juillet 1913, article de M. E. Pennington sur les entrepôts.

[3] *Gazette du Travail*, janvier 1917.

ne paraît guère possible, puisque les belligérants achètent de plus en plus à l'étranger, à mesure que la guerre se prolonge,— les causes indépendantes de l'état de guerre resteront, exaspérées par le bouleversement de notre commerce, aussi bien que par les larges saignées pratiquées dans nos réserves alimentaires, depuis août 1914. On ne saurait du reste faire disparaître en quelques mois le déficit de nos troupeaux, l'insuffisance de notre production, peupler les campagnes en décongestionnant les villes où s'entassent les non-producteurs qui, par tête, consomment plus que les producteurs.

Il y aura donc, pour la période d'après-guerre, tout un programme de réformes agronomiques, économiques et sociales à exécuter, dans le champ canadien; la tâche sera lourde pour les gouvernants qui voudront en mener à bonne fin les principaux articles.

Les guerres du passé ont parfois été suivies d'une période assez longue de prix à la hausse. Un économiste français [1] notait récemment qu'après la guerre de 1870 les prix ont continué de monter jusqu'à 1873, alors qu'ils atteignirent un maximum, pour descendre ensuite. Il laissait entrevoir une période assez longue de prix de plus en plus élevés, après la grande guerre actuelle. A quoi quelques-uns ripostent, en s'appuyant sur des statistiques établies par l'économiste Tooke, qu'après Waterloo, il y eut une baisse de 30 points dans le coût de la vie en Angleterre. Quoi qu'il en soit, et si les prédictions sont dangereuses, il semble néanmoins admis de tous que le monde ne retournera pas aux prix de l'avant-guerre, que les conditions de la vie ne seront plus ce qu'elles ont été jusqu'en 1914. Cela, naturellement, devra entraîner toutes sortes de remaniements et de tâtonnements dans la vie économique des nations, avant la mise au point finale de la machine détraquée par l'immense conflit d'aujourd'hui. Le licenciement, la paix signée, de 20 à 25 millions de combattants et de 5 à 10 millions d'artisans et de femmes employés aux industries de guerre ne devra pas rendre cette opération des plus faciles. Le monde n'aura jamais été en face d'une situation aussi compliquée. La période de destruction, si elle est comparativement courte, aura sa répercussion sur tous les rouages de l'univers, pendant plusieurs décades, pour ne pas dire un siècle. Et le consommateur qui est la masse, paiera, paiera, paiera.

Montréal, 10 janvier-1er février 1917.

---

[1] M. Yves Guyot, dans un câblogramme aux Etats-Unis, cité et commenté par le *New-York Post*, 13 janvier 1917.

APPENDICE

I—La dépréciation de l'or

C'est une question qui redevient d'actualité. Nous avons déjà indiqué au cours de ce travail[1] *la dépréciation de l'or* comme pouvant être une des causes permanentes du renchérissement des prix. Tous les économistes ne sont pas d'accord sur l'influence de cette dépréciation; plusieurs la nient. M. Leacock, professeur à l'université McGill, l'expliquait ainsi[2] il y a quelques années: "*Notre système monétaire se disloque. L'étalon d'or ne vaut plus ce qu'il valait. L'or — et cette situation ne manque pas d'ironie, — l'or devient trop bon marché, trop facile à obtenir. Le consommateur, tel Midas, meurt de faim dans un monde d'abondance dorée... Depuis la découverte de l'Australie de l'Ouest, du Transvaal et du Yukon, depuis la découvertes des procédés économiques pour l'extraction et la fusion de ce métal, l'approvisionnement d'or de l'univers s'est accru de beaucoup, chaque année. En 1880, la production totale de l'or, pour l'année civile, se serait chiffrée à $114,000,000, si elle eût été monnayée. En 1899, elle était de $306,000,000. A l'époque actuelle, elle équivaut à $450,000,000 par an. L'on estime même que les réserves totales d'or de l'univers ont doublé, depuis quinze ans. A mesure que l'or devient plus abondant, il perd de sa valeur comme toute autre chose. Si l'or est bon marché, tout le reste monte; si la valeur de l'or diminue, il a un moindre pouvoir d'achat. Il suffit d'y réfléchir sérieusement pendant quelques minutes pour saisir la vérité de cette assertion. Or c'est bien ce qui arrive aujourd'hui. La hausse universelle des prix a pour cause la dépréciation de l'or. Comme c'est le cas, il faut aussi que les salaires et les gages montent. Ils montent. Et si l'augmentation des salaires se faisait dans la même proportion que celle des prix, personne ne serait ni plus riche ni plus pauvre, quelle que fût l'oscillation de l'étalon d'or. Mais, en pratique, tel n'est pas le cas. Les prix, surtout les prix de détail, fléchissent avec la plus grande mobilité qui soit. Aucune coutume, rien ne les peut tenir en place. Ils peuvent bien se relever par degrés lents. Ils ne montent pas tout d'un coup, assez vivement pour causer une protestation effective. Les prix montent, mais les gages montent moins vite. Le poids mort de l'inertie tout comme la force de l'usage tendent à les empêcher de monter. A chaque hausse de prix, le salarié perd une parcelle de sa paie. Tel est le point névralgique de la situation actuelle, — la dépréciation de l'or.*" Cette théorie n'est du reste pas neuve. Un économiste anglais, Jevons,[3] la lançait en 1863. Dans une de ses nombreuses études à ce sujet, il revenait plus tard là-dessus et expliquait ainsi comment se fait sentir l'influence de cette dépréciation de l'or: "*L'altération de la valeur de l'or se manifeste par degrés, tranquillement. Au lieu de s'exprimer par soubresauts vifs, soudains, réduisant le riche à une situation plus humble, ébranlant la société sur ses bases, il n'est rien d'aussi insidieux, d'aussi lent, d'aussi imperceptible que cette dépréciation. Insidieuse, elle l'est parce que, chaque fois qu'il y a hausse dans le prix de telle ou telle marchandise, on l'attribue naturellement à cent autres causes que la véritable. Lente, elle l'est parce que les accumulations totales de l'or en usage s'accroissent peu à peu des alluvions de la production d'une ou de plusieurs*

---

[1] Voir la première partie de ce travail-ci, page 17.

[2] Article signé du professeur Leacock, dans le *Mail*, Montréal, 1 novembre 1913.

[3] Jevons, *Investigation in Currency and Finance*, Londres, 1884 (cité par *W. olesale Price* 1890-1909, H.-R. Coats, pp. 454-455).

années. Imperceptible, elle l'est, parce que la hausse lente des prix, due à la dépréciation de l'or, est affectée par des fluctuations bien plus soudaines et plus considérables, mais temporaires, dues à des causes commerciales, et qui ne sont pas du tout nouvelles. Il est presque impossible aussi, pour le profane, de découvrir dans ses affaires personnelles l'action de ce changement dans l'étalon d'or. Chaque individu a des périodes de prospérité et d'adversité. S'il a des revenus invariables, ses dépenses, elles, oscillent toujours un peu. Il y a au budget des dépenses cent chapitres dont les uns fléchissent et les autres augmentent. Si, par ailleurs, une personne a des revenus variables et qui s'accroissent, elle se félicite de sa prospérité, l'attribue complaisamment à son talent, à sa valeur. Si ses revenus consistent en des dividendes fixes, elle reçoit les mêmes pièces de monnaie qu'auparavant. Mais c'est quand elle en vient à solder ses notes domestiques qu'elle en peut percevoir la différence. Celle-ci semble alors provenir, tantôt d'une mauvaise récolte, tantôt d'un accroissement de population, ou des exigences de l'intermédiaire, ou de toute autre chose que la diminution de valeur du souverain anglais tout récemment monnayé. La valeur est le plus invisible et le plus impalpable des fantômes, elle va et vient sans qu'on y pense tandis que la matière visible et dense reste ce qu'elle était."

Des économistes ont contesté le bien-fondé de cette théorie. Si tant est qu'elle soit juste, disent-ils, elle n'a pas l'importance qu'on lui attribue. Il n'y a pas bien des années[1] un membre du *Stock Exchange* de Londres a entrepris d'en prouver la fausseté; à l'aide de statistiques comparées de la production annuelle de l'or et des prix moyens des denrées anglaises, de 1871 à 1912, il a montré que les prix de celles-ci ont oscillé tout autrement que les chiffres de la production de l'or dans l'univers, au lieu de suivre une marche parallèle.

Avec la guerre, cette théorie de l'influence considérable de la dépréciation de l'or sur le renchérissement des marchandises reprend son cours. M. Leacock, dans une récente conférence sur le coût de la vie,[2] dit que ceux qui ont étudié à fond le problème de la cherté des vivres y voient une conséquence "*de la surabondance de l'or*". Selon lui, la dépréciation de l'or équivaut en temps normal à 2 sous par dollar, chaque année, et des économistes comme le professeur Fisher ont même affirmé que de 1915 à 1920 cette dépréciation annuelle sera de 2½ pour cent.

Le professeur Irving Fisher, titulaire de la chaire d'économie politique à l'université de Yale, déjà cité par M. Leacock, écrivait de son côté il y a quelques semaines dans le *Financier*[3] des Etats-Unis, un article sur "*"Our* Yellow *Peril*" où il prend à son compte toute la théorie de Jevons; l'appliquant à ce qui se passe pendant la guerre actuelle, il dit: "*Le niveau des prix dépend de certains facteurs fondamentaux: la quantité de numéraire, l'échaufaudage du crédit fondé sur la circulation du numéraire, la rapidité de la circulation du numéraire et du crédit, la quantité des marchandises jetées sur le marché*". Et il ajoute: "*Si l'on me demande auxquels de ces facteurs fondamentaux il convient d'attribuer la hausse soudaine des prix, au cours des derniers mois, je réponds que les causes principales de cette hausse aux Etats-Unis comme en Europe sont:* 1o.— *La rareté de plus en plus grande des marchandises;* 2o.—*Une abondance de plus en plus grande de numéraire. La plus importante des deux semble être, même en Europe, la plus grande abondance de numéraire. Pour être concis, je dirai que l'univers entier souffre aujourd'hui à l'état aigu du gonflement provoqué par la guerre* (war inflations). *Dans les pays belligérants, cet*

---

[1] Voir la *Revue Economique Canadienne*, novembre 1913, tableau à la page 161.

[2] Conférence donnée devant la *Montreal Housewives' League*, résumée dans la *Gazette* et le *Devoir* du 23 février 1917.

[3] Cité par le *Transcript* de Boston, 21 février 1917.

état s'est manifesté surtout par des émissions de papier-monnaie, et, dans les pays neutres, surtout par de considérables importations d'or. L'or qui se dirige vers les pays neutres, comme la Suède et les Etats-Unis, est de l'or remplacé chez les belligérants par du papier-monnaie et qui s'en va vers les neutres parce que les belligérants n'y peuvent exporter d'autres marchandises que de l'or." Pour asseoir sa théorie, le professeur Fisher cite et reproduit un tableau de l'économiste suédois Cassel,[1] traçant la hausse parallèle de la circulation du papier-monnaie et du prix des marchandises en Russie; il en établit lui-même un semblable pour les Etats-Unis, enregistrant la hausse parallèle de la circulation de l'or et du papier-monnaie, ainsi que du prix des marchandises, dans ce pays et dit que *"l'on ne s'aperçoit pas encore, comme on devrait, aux Etats-Unis, dans les cercles de la finance, que ce pays y souffre d'*un déluge d'or ("a gold deluge")." Pour empêcher la dépréciation de l'or de s'y faire sentir aussi vivement qu'il croit qu'elle le fait, le professeur Fisher propose d'équilibrer la valeur de l'or ("stabilizing the dollar") en augmentant de temps à autre le poids réel des pièces de monnaie de ce métal. D'autres économistes ont tout de suite exprimé l'avis que cela serait assez impraticable; le débat se poursuit.

Quoi qu'il en soit de cette théorie de la dépréciation, Jevons, qui l'a le premier formulée, disait que l'influence de la production de l'or sur les cotes du marché est presque "invisible et impalpable". Il se peut qu'elle soit plus perceptible de ce temps-ci, à l'heure où l'or s'échange par millions entre les nations en guerre et les grandes puissances neutres, et alors qu'il se fait de nombreuses émissions de papier-monnaie, qu'elle pouvait l'être avant la guerre. C'est un point à élucider. Il importe toutefois de noter la renaissance de cette théorie et l'importance que des économistes y attachent, de même que l'influence considérable sur les cotes du marché qu'ils lui prêtaient avant et qu'ils lui attribuent surtout depuis le commencement du grand conflit européen. A première vue, les faits ne paraissent toutefois guère leur donner raison; car si la dépréciation de l'or, d'après le professeur Fisher, équivaut à 2 et demi et même 3 pour cent par an pendant la guerre, cela n'est-il pas quantité presque négligeable, en regard de l'action de la crise des transports, de l'insuffisance de production, des méthodes fautives de distribution et surtout des excès d'exportation?

II—Les ententes illégales

Nous avons déjà souligné[2] l'influence certaine, encore que difficile à mesurer exactement, des trusts et des cartels sur les variations à la hausse des cotes du marché. M. Crothers, le ministre fédéral du Travail, corrobore officiellement cette affirmation, dans un communiqué à la presse canadienne, paru il y a peu de jours[3]. *"Nous avons fait récemment des enquêtes par écrit, dans tout le pays, à propos de maints articles et nous avons reçu nombre de réponses, assermentées pour la plupart. Nous avons aussi obtenu de vive voix de multiples renseignements. . . . . Ces enquêtes et ces renseignements révèlent l'existence d'un système très répandu, aux nombreuses ramifications, d'ententes et de conventions datant d'assez longtemps, portant sur les ventes et les achats, et établies par des fabricants et les marchands en gros de différents produits alimentaires, qui les ont imposées aux intermédiaires, leur fixant des commissions, des prix de vente et le reste. Ces ententes empêchent la concurrence légitime, nuisent à la liberté du commerce intérieur, sont des obstacles à son développement et tendent à hausser les prix que doit payer le consommateur. . . . . ."*

---

[1] Ce tableau a d'abord paru dans le *Journal of the Royal Economic Society*, de Londres, il y a quelques mois.

[2] Première partie de ce travail-ci, page 3.

[3] *Montreal Daily Mail*, 28 février 1917, et les journaux du soir de la même date,

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

1915-1916

APPENDICE

GRAPHIQUES